Document généré le 21 avr. 2025 11:35

Nouvelles perspectives en sciences sociales

Porter une initiative d'agriculture urbaine en quartiers populaires : nouveaux acteurs du militantisme et de l'entrepreneuriat, perspectives dunkerquoises

Leading an Urban Agriculture Initiative in Working-Class Neighborhoods: New Actors in Activism and Entrepreneurship, Dunkirk Perspectives

Louise Clochey, Valérie Lavaud-Letilleul et Élodie Valette

Volume 17, numéro 2, mai 2022

Sur le thème : « Agriculture urbaine : vers une reconfiguration des liens sociaux et territoriaux »

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1092777ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1092777ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)
1918-7475 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Clochey, L., Lavaud-Letilleul, V. & Valette, É. (2022). Porter une initiative d'agriculture urbaine en quartiers populaires : nouveaux acteurs du militantisme et de l'entrepreneuriat, perspectives dunkerquoises. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, *17*(2), 327–381. https://doi.org/10.7202/1092777ar

Résumé de l'article

L'agriculture urbaine, corrélée à la réponse aux crises et vulnérabilités, est mobilisée par divers acteurs dans un objectif de développement durable. Ses répercussions sociales semblent néanmoins contrastées. Cet article analyse les initiatives habitantes d'agriculture urbaine jardinière collective à Dunkerque, ville marquée par un modèle industriel déclinant, où ces dynamiques semblent peu marquées, et à Grande-Synthe, ville de sa Communauté Urbaine y portant une attention particulière. Nous analysons cinq initiatives et leurs porteurs, en interrogeant leur caractère alternatif, radical (supposé améliorer des conditions de vie des populations défavorisées) et néolibéral (supposé générer un accroissement des inégalités sociales). La place des populations défavorisées, majoritaires sur le territoire, et le rôle des politiques publiques dans l'émergence et l'orientation des initiatives d'agriculture urbaine sont particulièrement questionnées. Nous mettons en évidence l'affiliation hybride des initiatives aux composantes néolibérales, alternatives et radicales de l'agriculture urbaine, et l'impact de trajectoires individuelle et territoriales sur ces orientations.

Tous droits réservés © Prise de parole, 2022

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Porter une initiative d'agriculture urbaine en quartiers populaires : nouveaux acteurs du militantisme et de l'entrepreneuriat, perspectives dunkerquoises

Louise Clochey
Université Paul Valéry, Montpellier, France

Valérie Lavaud-Letilleul
Université Paul Valéry, Montpellier, France

Élodie Valette
CIRAD, Montpellier, France

L'agriculture, urbaine ou non, semble aux Nords et aux Suds particulièrement corrélée à l'histoire des réponses aux crises et vulnérabilités alimentaires, environnementales, économiques et sociales, profondes comme diffuses[1]. Le « retour de l'agriculture urbaine en ville[2] » prend, dans la continuité de dynamiques

1 Sylvie Nail, « Réflexion globale, mobilisation locale : l'agriculture urbaine face aux crises contemporaines en Europe et dans les Amériques », *Revue internationale d'études en langues modernes appliquées*, vol. 11, nº spécial, 2018, p. 143 54 ; Ophélie Robineau, Julia Tichit et Thomas Maillard, « S'intégrer pour se pérenniser : pratiques d'agriculteurs urbains dans trois villes du Sud », *Espaces et sociétés*, nº 3, 2014, p. 83-100 ; Joseph Schilling et Jonathan Logan, « Greening the Rust Belt: A Green Infrastructure Model for Right Sizing America's Shrinking Cities », *Journal of the American Planning Association*, vol. 74, nº 4, 2008, p. 451-466.

2 Monique Poulot, « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelle agriculture, nouveaux métiers ? »,

agri-jardinière historiques, des formes variables ; du jardin individuel ou collectif, formel ou informel, à l'exploitation agricole. Il semble épouser les référentiels du développement durable, sous impulsion de grandes organisations internationales de développement, de politiques publiques nationales et locales, d'associations et d'habitants aux profils socio-économiques divers, voire d'acteurs économiques d'influences contrastées. Un temps plébiscitée par la recherche scientifique pluri et interdisciplinaire, l'agriculture urbaine est à présent également étudiée au prisme des dominations sociales qu'elle est susceptible de (re)produire[3]. Notre travail s'insère dans une géographie urbaine critique néo-marxiste du développement relative à l'agriculture urbaine, où le recours à l'exposition des composantes néolibérales, alternatives et radicales de cette dernière est fréquemment mobilisé et encouragé : la ville est identifiée comme étant au cœur des prégnants processus néolibéraux internationaux aux conséquences sociales dissociantes, pour lesquels la nature et l'agriculture sont tantôt présentées comme protagonistes ou antagonistes[4]. Nous proposons une étude des cinq jardins collectifs à initiative habitante de deux villes françaises empreintes de vulnérabilité socio-économiques : Dunkerque (59), ville moyenne aux dynamiques d'agriculture urbaine peu marquées, et Grande-Synthe, ville de sa Communauté Urbaine y portant une attention particulière.

Une enquête qualitative menée entre 2017 et 2020 à Dunkerque et Grande-Synthe

L'article proposé ici est le fruit d'une enquête ethno-géographique relative à la *grounded theory*[5] menée sur la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD), dans les communes de Dunkerque et Grande-Synthe principalement. Diverses formes d'agriculture

Espaces et sociétés, nº 3, 2014, p.13-30.

3 Chiara Tornaghi, « Critical Geography of Urban Agriculture », *Progress in Human Geography*, vol. 38, nº 4, 2014, p. 551-567.

4 Marion Ernwein, Ernwein, Marion, « Jardiner la ville néolibérale : la fabrique urbaine de la nature », thèse de doctorat, Université de Genève, 2015.

5 Barney Glaser et Anselm Strauss, *Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine, 1967.

urbaine[6], notamment jardinière, y ont été identifiées ; 80 entretiens ciblant la place de l'agriculture dans le territoire, un diagnostic urbain diachronique (années 1950) et les stratégies d'adaptation habitantes et institutionnelles qui en découlent y ont été réalisés auprès de jardiniers, habitants, associations, acteurs économiques, politiques communautaires et municipales. Cinq jardins collectifs à initiative habitante ont été recensés sur les deux communes. Ils ont émergé de l'enquête de terrain comme étant au cœur des dynamiques sociales d'agriculture urbaine du territoire, et sont donc exhaustivement étudiés ici.

L'agriculture urbaine dans la ville néolibérale : contestation ou renforcement ?

Du néolibéralisme urbain à ses effets sociaux et ses alternatives

Le néolibéralisme regroupe « l'ensemble des propositions intellectuelles et des orientations politiques qui visent à étendre les mécanismes de marché et l'éthique de la concurrence à un spectre toujours plus large d'activités sociales, cela en s'appuyant sur une forte intervention de l'État[7] ». Après trois décennies de renforcement de politiques étatiques européennes de la demande, distributive, visant la justice sociale, il se caractérise par le développement dès les années 1980 d'une politique d'offre / d'austérité, privilégiant la décentralisation, la réduction, la privatisation, l'externalisation et la dérégulation de l'action politique en faveur du marché[8]. Le néolibéralisme conduit à un renforcement de la figure des territoires, villes et individus dans une logique entrepreneuriale de développement de l'attractivité concurrentielle (globalisée) d'investisseurs et groupes sociaux favorables à la croissance

6 L'agriculture urbaine jardinière regroupe les pratiques individuelles ou collectives formelles ou informelles sans dimension commerciale marchande ; l'agriculture urbaine marchande rassemble les pratiques faisant de cette finalité une priorité.

7 Pinson, Gilles, *La ville néolibérale*, Paris, Presses universitaires de France, 2020, p. 12.

8 Jennifer Barron, « Community Gardening: Cultivating Subjectivities, Space, and Justice », *Local Environment*, vol. 22, nº 9, 2016, p. 1142-1158.

économique[9]. Il s'accompagne de grands projets de rénovation et de requalification urbaine visant la création d'une offre territoriale compétitive ; d'une tendance à la privatisation de l'espace public, à la dépossession des ressources urbaines communes, à la marginalisation des instances démocratiques au nom de l'efficacité et de la compétitivité et à la gentrification des villes[10]. Se référant à David Harvey[11], Gilles Pinson rappelle que « l'espace et la ville […] constituent les matières premières des stratégies d'accumulation capitalistes[12] ». Les espaces urbains sont également aux prises de dynamiques financiarisées[13].

Le changement de paradigme néolibéral impacte également la construction morale des individus et groupes sociaux. Modelée par l'État, la subjectivité néolibérale, développée par Foucault, vise à « encourager les individus à se voir eux-mêmes comme des sujets actifs responsables de l'amélioration de leur propre bien-être[14] », et ce, en s'appuyant non plus sur les (faiblissants) services publics sociaux, mais sur les (inégales) offres fournies par le marché. Elle constitue une « injonction à l'entrepreneurialisme[15] » à laquelle peinent à répondre les populations défavorisées. Reléguées à certains quartiers, ces dernières deviennent aussi cibles, comme l'expose Gilles Pinson d'après Loïc Wacquant « de punition, […] [de] surveillance de plus en plus pressante des

9 David Harvey, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », vol. 71, nº 1, 1989, p. 3-17.

10 Nicholas Blomley, « Un-Real Estate: Proprietary Space and Public Gardening », *Antipode*, 2004, vol. 36, nº 4, 2004, p. 614-641 ; Wendy Brown, *Défaire le dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris, Éditions Amsterdam, 2018 ; Jason Hackworth, « The Neoliberal City: Governance, Ideology, and Development in American Urbanism », *Economic Geography*, vol. 84, nº 1, 2008, p. 121-122.

11 David Harvey, *The Urbanization of Capital*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1985.

12 Gilles Pinson, *op. cit.*, p. 81. Traduction de Pinson.

13 Vincent Renard, « La ville saisie par la finance », *Le débat*, nº 148, 2008, p. 106-117.

14 Wendy Larner, « Neo-Liberalism: Policy, Ideology, Governmentality », *Studies in Political Economy*, vol. 63, nº 1, 2000, p. 13. Cité par Gilles Pinson, *op. cit.*, p. 22 et la traduction est de Pinson..

15 Gilles Pinson, *op. cit.*, p. 125.

institutions sociales, policières et pénales[16] ». Nombreux sont ainsi les géographes critiques à souligner les conséquences sociales du néolibéralisme urbain, qui, aux antipodes des principes du droit à la ville[17] et de l'universalité[18], génèrent de fortes inégalités sociales[19]. L'imprégnation néolibérale reste (néanmoins), entre Nords et Suds, espaces urbains et intra-urbains investis (grande métropole, quartier des affaires ou résidentiel aisé) ou délaissés (ville industrielle aux Nords, quartier défavorisé) du capital, très différenciée[20].

Pour pallier les échecs sociaux des gouvernements néolibéraux non comblés par le marché, des mouvements à but non lucratif référencés comme alternatifs, radicaux, voire contre-néolibéraux se (re)structurent, formant le *Shadow State*[21]. Ils œuvrent à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées et marginalisées par leurs statuts économique, ethnique, religieux, ou leur genre, et leur mise en œuvre d'échanges non marchands plus égalitaires. « Alternatif » signifie « en opposition à », un système par exemple (Larousse). « Radical » fait référence à la racine, l'essence de quelque chose, au caractère absolu, total, d'un changement par exemple (Larousse). Un modèle de développement alternatif se définit comme « par le bas », centré sur les besoins fondamentaux des populations, et leur capacité d'organisation,

16 Loïc Wacquant (« The "Scholarly Myths" of the New Law and Order Doxa », *Socialist Register*, vol. 42, 2006, p. 93-115) cité par Gilles Pinson, *op. cit.*, p. 125-126 et traduit par Pinson.

17 Henri Lefebvre, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, vol. 6, 1967 p. 29-35.

18 William Henry Beveridge, *Le rapport Beveridge. Le texte fondateur de l'État providence*, Paris, Perrin, 2012.

19 Bruno Théret, « Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 : identité et différences, pratiques et doctrines », *Revue française de science politique*, vol. 41, nº 3, 1991, p. 342-381.

20 Neil Brenner, Jamie Peck et Nik Theodore, « Variegated Neoliberalism: Geographies, Modalities, Pathways », *Global Networks*, vol. 10, nº 2, 2010, p. 182–222 ; Marianne Morange et Sylvie Fol, « Ville, néolibéralisation et justice », *Justice spatiale / Spatial justice*, nº 6, 2014, https://www.jssj.org/article/neoliberalisation-ville-et-justice-spatiale/.

21 Jennifer R. Wolch, *The Shadow State: Government and Voluntary Sector in Transition*, New York, Foundation Center, 1990.

en opposition au modèle de développement technocratique « par le haut » des années 1960[22]. Les alternatives mettent l'accent sur des formes anti ou non capitalistes, égalitaires, solidaires, non hiérarchiques, communautaires, voire écologiques, de revendications et de pratiques politiques, sociales et économiques[23]. Pour Manuel Castells, une « pratique économique alternative » est fondée sur une valeur d'usage, n'implique pas d'échange monétaire (un service coopératif par exemple) et peut être le reflet d'un « large désenchantement à l'égard du système capitaliste »[24]. Pour Vincent Béal et ses collaborateurs, une politique publique alternative génère une régulation politique et sociale centrée sur l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées par sa capacité à être innovante, décroissante, progressiste, démocratique et militante[25]. Une « promesse d'une différence » au bénéfice des producteurs, consommateurs, du territoire, et de l'environnement, élément présent si ce n'est central dans les démarches alternatives depuis les années 1970, caractériserait un système alimentaire alternatif[26]. Un mouvement radical dépasse la composante progressiste[27] prônée par les mouvements alternatifs pour s'attaquer au néolibéralisme (et au capitalisme en général) de manière plus incisive. Il réclame un changement structurel plus profond, la dé-aliénation capitaliste des individus, des

22 Jean-Pierre Chauveau, « Le "modèle participatif" de développement rural estil "alternatif" ? Éléments pour une anthropologie de la culture des "développeurs" », *Bulletin de l'APAD*, nº 3, 1992, https://doi.org/10.4000/apad.380.

23 Jenny Pickerill et Paul Chatterton, « Notes Towards Autonomous Geographies: Creation, Resistance and Self-Management as Survival Tactics », *Progress in Human Geography*, vol. 30, nº 6, 2006, p. 730-746.

24 Manuel Castells, João Caraça, et Gustavo Cardoso, *Aftermath: The Cultures of the Economic Crisis*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 236.

25 Vincent Béal, Sylvie Fol et Max Rousseau, « De quoi le "smart shrinkage" est-il le nom ? Les ambiguïtés des politiques de décroissance planifiée dans les villes américaines », *Géographie, économie, société,* vol. 18, nº 2, 2016, p. 211-234.

26 Roman Le Velly, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Paris, Presses des Mines, coll. « Sciences sociales », 2017.

27 Le progressisme croit au progrès moral de l'humanité et se caractérise par la volonté d'œuvrer à « profonde transformation des structures politiques et sociales permet[ant] l'amélioration des conditions de vie et une plus grande justice sociale (Larousse).

marchés et des institutions, la construction de communs[28], tout en s'appliquant à dénoncer plus intensément « les tares, les faiblesses et les manquements aux droits les plus élémentaires de l'homme[29] » du système néolibéral.

Composantes alternatives, radicales et néolibérales de l'agriculture urbaine et hybridations

L'agriculture urbaine détient dans ce contexte une place singulière. Dès la fin des années 1990, de nombreux travaux de recherche pluridisciplinaires s'attachent à mettre en lumière, aux Nords comme aux Suds, sa multifonctionnalité alimentaire (qualité, accessibilité, sécurité, souveraineté), économique (échanges non capitalistes, récupération, autoproduction, emploi, circuits courts), sociale (inclusion, lien social, éducation, loisir, lutte contre la pauvreté et les inégalités, *empowerment*[30], engagement politique, construction communautaire), environnementale (prévention des risques, recyclage et autoproduction, « poumon vert », biodiversité urbaine), paysagère (cadre de vie), sanitaire (santé physique et mentale), socio-écologique (reconnexion à la nature et à la production alimentaire)[31]. Les composantes

28 Les communs se définissent comme une ressource naturelle ou culturelle partagée et gérée par ses utilisateurs, équitablement (James B. Quilligan, « Warum wir Commons von öffentlichen Gütern unterscheiden müssen », dans Helfrich, Silke et Heinrich-Böll-Stiftung (dir.), *Commons. Für eine neue Politik jenseits von Masrkt und Staat*, Bielefeld, Transcipt, 2012, p. 99-106). Voir Nathan McClintock, « Radical, Reformist, and Garden-Variety Neoliberal: Coming to Terms with Urban Agriculture's Contradictions », *Local Environment*, vol. 19, nº 2, 2014, p. 147-171.

29 William W. Bunge, *Fitzgerald: Geography of a Revolution*, Cambridge (MA), Schenkman Publishing, 1971, cité dans *Géographie science des territoires*, https://www.studocu.com/fr/document/universite-paul-valery-montpellier/geographie/science-des-territoires/10835202.

30 Dans les milieux de recherche et d'intervention anglophones, le terme « *empowerment* », qui signifie littéralement « renforcer ou acquérir du pouvoir ». Il est très utilisé depuis la fin des années 1970 (Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La découverte, 2015).

31 Éric Duchemin, Fabien Wegmuller et Anne-Marie Legault, « Urban Agriculture: Multi-Dimensional Tools for Social Development in Poor Neibourghoods », *FACTS Reports*. vol. 1, 2008, p. 1-8.

alternatives, radicales et néolibérales de l'agriculture urbaine se dessinent alors ; nous en esquissons les principales illustrations offertes par les travaux de synthèse bibliographique et d'approfondissement empirique nord-américains et européens de Nathan McClintock[32], Jennifer Barron[33], Marion Ernwein[34] et Flaminia Paddeu[35].

L'agriculture urbaine est historiquement enchevêtrée dans une volonté de subvenir aux besoins alimentaires des populations, notamment en cas de crises (économiques)[36]. Depuis les années 1970, elle accompagne de nombreuses formes d'alternatives politiques et semble principalement mobilisée sous sa forme jardinière par les habitants, associations (voire politiques publiques) des Nords, dans une volonté contestataire anti-néolibérale, centrée sur une valeur d'usage et d'habiter[37]. Les *community gardens*, issus de mouvements de désobéissance civile dans un contexte de crise urbaine américaine, souhaitent par exemple offrir des espaces communs articulés autour des besoins alimentaires, sociaux et environnementaux des habitants[38]. En opposition aux

32 Nathan McClintock, *op. cit.*

33 Jennifer Barron, *op. cit.*

34 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *ACME. An International Journal for Critical Geographies*, vol. 16, nº 2, 2017, p. 249-275.

35 Flaminia Paddeu, « Agriculture urbaine », dans Matthieu Adam et Émiline Comby (dir.), *Le capital dans la cité. Une encyclopédie critique de la ville*, Paris, Éditions Amsterdam, 2020, p. 39-52.

36 Jonathan Crush, Alice Hovorka et Daniel Tevera, « Food Security in Southern African Cities: The Place of Urban Agriculture », *Progress in Development Studies*, vol.11, nº 4, 2011, p. 285-305 ; Laura J. Lawson, Laura J., *City Bountiful. A Century of Community Gardening in America*, Oakland, University of California Press, 2005.

37 Efrat Eizenberg, « Actually Existing Commons: Three Moments of Space of Community Gardens in New York City », *Antipode,* vol. 44, nº 3, 2012, p. 764-782 ; Mark Purcell et Shannon K. Tyman, « It Takes a Garden: Cultivating Food as a Right to the City », *Local Environment,* vol. 20, n° 10, 2015, p. 1132-1147 ; Marit Rosol et Paul Schweizer, « Ortoloco Zurich: Urban Agriculture as an Economy of Solidarity », *City*, vol. 16, nº 6, 2012, p. 713-724 ; Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, nº 3, 1995, p. 364-381.

38 Sandrine Baudry, « Les community gardens de New York City : de la désobéissance civile au développement durable », *Revue française d'études*

dynamiques sociales d'individualisation, de mise en compétition, de privatisation et de marchandisation de l'espace et de la nature propres aux logiques néolibérales, ils sont particulièrement dédiés à la coopération, à la solidarité, au don, à l'équité, à la sociabilité et à la convivialité (multi-ethnique, socio-culturelle et générationnelle), à la récréation, à l'(auto)production alimentaire (principalement non marchande), au refondement de la relation socio-écologique des citadins à la nature, à la souveraineté alimentaire, à la citoyenneté, à l'*empowerment*, à la démocratie locale et au développement de communautaires (Communs)[39]. Les jardins serviraient actuellement de point de ralliement de militantismes sociaux et environnementaux élargis[40]. Le modèle s'exporte en France dès les années 1990, généralement sous le nom de « jardins partagés ». Il y côtoie des formes de jardins individuels privés et collectifs (ouvriers), dont les raisons d'existence mêlent pratique (et contrôle institutionnel) social(e), loisir productif et autoconsommation[41]. L'agriculture urbaine peut ainsi être perçue et pratiquée par les populations, notamment défavorisées et marginalisées, comme un moyen, conscient ou non, de se réapproprier tant l'espace urbain que la production alimentaire (et son système capitaliste globalisé) dans des considérations propres au droit à la ville voire au droit à la terre et/ou à la justice alimentaire, et/ou environnementale, et/ou sociale, et/ou au pouvoir d'agir[42]. Des pratiques agricoles telles que la

---

américaines, nº 129, 2011, p. 73-86.

39 Jennifer Baron, *op. cit.* ; Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What ? », *op. cit.* ; Nathan McClintock, *op. cit.* ; Chiara Tornaghi, *op. cit.*

40 Efrat Eizenberg, *op. cit.* ; Katharine Travaline et Christian Hunold, « Urban Agriculture and Ecological Citizenship in Philadelphia », *Local Environment*, vol. 15, nº 6, 2010, p. 581–590 ; Monica M. White, « Sisters of the Soil: Urban Gardening as Resistance in Detroit », *Race/Ethnicity: Multidisciplinary Global Contexts*, vol. 5, nº 1, 2011, p. 13-28.

41 Kenjiro Muramatsu, « Usage de l'agriculture dans le social. Dispositifs, pratiques et formes d'engagement », thèse de doctorat, Université de Liège, 2012.

42 Efrat Eizenberg, *op. cit.* ; Rina Ghose et Margaret Pettygrove, « Urban Community Gardens as Spaces of Citizenship », *Antipode*, vol. 46, nº 4, 2014, p. 1092-1112 ; Flaminia Paddeu, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve

permaculture voire l'agroécologie sont susceptibles, en replaçant l'homme et la ville au cœur d'un cycle écologique, de participer à la désaliénation capitaliste des individus[43].

De nombreux travaux tempèrent cette ferveur. La question de la pollution des terrains urbains se pose premièrement, notamment dans les villes industrielles. De plus, l'agriculture urbaine (jardinière) est parfois pointée du doigt comme 1) ne travaillant pas sur les mécanismes structurels de formations des inégalités sociales (particulièrement lorsqu'il s'agit de formes d'urbanisme temporaire, menacées par la pression foncière générée par la néolibéralisation des villes)[44], 2) mais les accentuant par appropriation et domination de l'espace propre à la gentrification écologique[45]. Plusieurs mécanismes sont à l'œuvre au sujet des jardins communautaires/partagés par exemple. Ils ciblent souvent les quartiers de classes moyennes à aisées[46]. S'ils sont situés en quartiers défavorisés, et

---

de la justice sociale », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 12, nº 2, 2012 ; Karen Schmelzkopf, *op. cit.* ; Laura J. Shillington, « Right to Food, Right to the City: Household Urban Agriculture, and Socionatural Metabolism in Managua, Nicaragua », *Geoforum*, vol. 44, nº 1, 2013, p. 103-111 ; Lynn A. Staeheli, Don Mitchell et Kristina Gibson, « Conflicting Rights to the City in New York's Community Gardens », *GeoJournal*, vol. 58, nºs 2-3, 2002, p. 197-205.

43 Emmanuel Pezrès, « La permaculture au sein de l'agriculture urbaine : du jardin au projet de société », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 10, nº 2, 2010.

44 Kaduna-Ève Demailly et Ségolène Darly, « Urban Agriculture on the Move in Paris: The Routes of Temporary Gardening in the Neoliberal City », *ACME. An International Journal for Critical Geographies*, vol. 16, nº 2, 2017, p. 332-361 ; Efrat Eizenberg, *op. cit.* ; Teresa M. Mares et Devon G. Peña, « Urban Agriculture in the Making of Insurgent Spaces in Los Angeles and Seattle », dans Jeffrey Hou (dir.), *Insurgent Public Space. Guerrilla Urbanism and the Remaking of Contemporary Cities*, New York, Routledge, 2010, p. 241-254 ; Karen Schmelzkopf, *op. cit.*

45 Sarah Dooling, « Ecological Gentrification: A Research Agenda Exploring Justice in the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, nº 3, p. 621-639.

46 Efrat Eizenberg et Tovi Fenster, « Reframing Urban Controlled Spaces: Community Gardens in Jerusalem and Tel Aviv-Jaffa », *ACME. An International Journal for Critical Geographies,* vol. 14., nº 4, 2015, p. 1132-1160 ; Nikolas Heynen, « The Scalar Production of Injustice Within the Urban Forest », *Antipode*, vol. 35, nº 3, 2003, p. 980-998.

cela reste fréquent[47], c'est généralement sous impulsions d'autres classes sociales, ou de politiques publiques, qui peuvent par ailleurs y avoir recours pour réguler les usages de l'espace public jugés nuisibles (squat, décharge, drogue, dégradation)[48]. Si les jardins partagés favoriseraient une sociabilité de l'entre-soi pouvant s'apparenter à une privatisation d'usage[49], les formes d'agriculture urbaine répondant aux normes et aux besoins alimentaires et de rapport à la nature en ville des classes moyennes-aisées semblent préférentiellement soutenues voire encadrées par les pouvoirs publics locaux[50]. L'ensemble peut alors donner lieu à des pratiques d'exclusion et d'imposition de normes sociales plus ou moins conscientes, particulièrement dans les quartiers en cours de gentrification[51]. Ernwein[52] rappelle le potentiel de l'agriculture urbaine à réinscrire certaines « ruines du capitalisme urbain[53] » dans une valeur d'échange conforme aux approches

47 Mahbubur Meenar et Brandon Hoover, « Community Food Security via Urban Agriculture: Understanding People, Place, Economy, and Accessibility from a Food Justice Perspective ». *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, vol. 3, nº 1, p. 143-160 ; Ioan Voicu et Vicki Been, « The Effect of Community Gardens on Neighboring Property Values », *Real Estate Economics*, vol. 36, nº 2, 2008, p.241-283.

48 Nathalie Blanc et Flaminia Paddeu, « L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit », *EspacesTemps.net*, 2018, https://www.espacestemps.net/articles/lenvironnementalisme-ordinaire-transformer-lespace-public-metropolitain-a-bas-bruit/.

49 Don Mitchell, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, Guilford Press, 2003.

50 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.* ; Rina Ghose et Margaret Pettygrove, *op. cit.* ; Léa Mestdagh, *Jardiner entre soi*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2017.

51 Patrick Crouch, « Evolution or Gentrification: Do Urban Farms Lead to Higher Rents? », *Grist*, 2012, https://grist.org/food/evolution-or-gentrification-do-urban-farms-lead-to-higher-rents/ ; Julie Guthman, « Neoliberalism and the Making of Food Politics in California », *Geoforum*, vol. 39, nº 3, 2008, p. 1171–1183 ; Tortorello, Michael, « Urban Gardens Grow Everything Except Gardeners », *The New York Times*, 31 octobre 2012, https://www.nytimes.com/2012/11/01/garden/urban-gardens-grow-everything-except-gardeners.html.

52 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.*

53 Anna Lowenhaupt Tsing, *Le champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vie dans les ruines du capitalisme*, Paris, Les Empêcheurs de penser rond et La Découverte, 2017.

entrepreneuriales de la production de l'espace, notamment en améliorant l'attractivité d'un quartier[54]. L'agriculture urbaine aurait de plus tendance à s'entrepreneurialiser dès les années 2010, constituant un front pionnier de l'économie sociale et solidaire et du capitalisme vert[55]. Mobilisant d'importants capitaux économiques et professionnels (agriculture de précision high-tech, réseaux sociaux), ces formes seraient peu accessibles aux populations défavorisées, mais soutenues par les pouvoirs publiques[56]. L'ensemble reste corrélé à l'injonction entrepreneuriale d'une gouvernance néolibérale cherchant des solutions aux problèmes sociaux et environnementaux auprès des marchés et de la responsabilisation des individus[57]. La gestion des espaces verts publics et la question sociale et alimentaire n'y font pas exception, notamment à travers l'attribution de zones cultivées aux populations[58]. Elle transformerait l'engagement citoyen et le jardin urbain en une forme contrôlée de travail bénévole non rémunéré, particulièrement des plus pauvres. Si cela peut générer chez les habitants autonomie voire *empowerment*, citoyenneté et conscience politique[59], cette gestion est perçue comme une

54 Efrat Eizenberg et Tovi Fenster, *op. cit.* ; Ioan Voicu et Vicki Benn, *op. cit.*

55 Flaminia Paddeu, « Agriculture urbaine », *op. cit.*

56 Kristina Reynolds et Ségolène Darly, « Commercial Urban Agriculture in the Global City: Perspectives from New York City and Métropole du Grand Paris », 2018, https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01972363 ; Flaminia Paddeu, « Agriculture urbaine », *op. cit.*

57 Alison Hope Alkon et Teresa Marie Mares, « Food Sovereignty in US Food Movements: Radical Visions and Neo-Liberal Constraints », *Agriculture and Human Values*, vol. 29, nº 3, 2012, p. 347-359 ; Éric Holt-Giménez et Yi Wang, « Reform or Transformation? The Pivotal Role of Food Justice in the US Food Movement », *Race/Ethnicity. Multidisciplinary Global Contexts*, vol. 5, nº 1, 2011, p. 83-102 ; Harold A. Perkins, « Green Spaces of Self-Interest within Shared Urban Governance », *Geography Compass*, vol. 4, nº 3, 2010, p. 255-268 ; Marit Rosol, « Community Volunteering as Neoliberal Strategy? Green Space Production in Berlin », *Antipode*, vol. 44, nº 1, 2012, p. 239-257.

58 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.*

59 Neva Hassanein, « Practicing Food Democracy: A Pragmatic Politics of Transformation », *Journal of Rural Studies*, vol. 19, nº 1, p. 77-86 ; Charles Z. Levkoe, « Learning Democracy through Food Justice Movements », *Agriculture and Human Values*, vol. 23, nº 1, 2006, p. 89-98 ; Mares, Teresa

passive acceptation, parfois forcée ou très souvent non explicite[60] des individus et des organisations bénévoles à délivrer des services qui étaient originellement fournis par les pouvoirs publics[61]. McClintock[62] rappelle que ce paradigme situe le changement dans les pratiques de consommations, et non dans les pratiques politiques (boycott, mobilisation, actions)[63] en incitant les habitants, face aux manquements de l'État et du marché, à se transformer eux-même plutôt que la situation politique[64].

Au sujet des jardins communautaires, Barron expose ainsi la capacité de l'agriculture urbaine à faire émerger, dépendamment du contexte, deux types de subjectivités, souvent imbriquées : néolibérales, à travers la figure du consommateur, de l'entrepreneur et du bénévole ; alternatives, à travers la figure du producteur, du citoyen et du militant[65]. Elle s'associe à McClintock[66], Tornaghi[67] et Ernwein[68] pour rappeler que « l'agriculture urbaine, dans ces diverses formes, n'est par essence ni radicale ni néolibérale, et peut illustrer tant une réelle forme de néolibéralisme qu'un contre-mouvement radical simultané, résultant d'une tension dialectique[69] ». L'agriculture urbaine servirait différentes fonctions, parfois contradictoires, pour divers acteurs mais également pour un seul et même acteur. Elle peut notamment naitre des marges et interstices du néolibéralisme, tenter de le

---

M. Mares et Devon G. Peña, *op. cit.* ; Perkins, Harold A, « Out from the (Green) Shadow? Neoliberal Hegemony through the Market Logic of Shared Urban Environmental Governance », *Political Geography*, vol. 28, nº 7, p. 395-405 ; Lynn A. Staeheli, Don Mitchell et Kristina Gibson, *op. cit.*

60 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.* ; Rina Ghose et Margaret Pettygrove, *op. cit.* ; Harold A. Perkins, « Green Spaces of Self-Interest within Shared Urban Governance », *op. cit.*

61 Voir Nathan McClintock, *op. cit.*, et 2014 et Jennifer Barron, *op. cit.*

62 Nathan McClintock, *op. cit.*

63 Julie Guthman, *op. cit.*

64 Mary Beth Pudup, « It Takes a Garden: Cultivating Citizen-Subjects in Organized Garden Projects », *Geoforum*, vol. 39, nº 3, 2008, p. 1228-1240.

65 Jennifer Barron, *op. cit.*

66 Nathan McClintock, *op. cit.*

67 Chiara Tornaghi, *op. cit.*

68 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.*

69 Nathan McClintock, *op. cit.*, p. 2. Notre traduction.

saboter, tout en créant, consciemment ou non, de nouvelles opportunités pour qu'il se développe[70].

Un cadre d'analyse centré sur une approche interactionniste de l'individu et de son initiative

Nombreux sont les géographes critiques de l'agriculture urbaine à appeler à la multiplication d'études empiriques des processus de néolibéralisation en divers contextes locaux. Nous ciblons de manière inédite une ville moyenne française présentant des signes de décroissance. Les jardins collectifs[71], très étudiés, présentent un grand intérêt dans l'étude de l'hybridation radicale et néolibérale de formes d'agriculture urbaine[72](McClintock, 2014) : parfois impulsés ou soutenus par les municipalités, ils peuvent perdre leur pouvoir contestataire citoyen[73], et être instrumentalisés pour accompagner, mais jamais pleinement et pas toujours consciemment, des stratégies néolibérales municipales[74]. De plus, portés par une initiative individuelle habitante, ils peuvent s'apparenter aux démarches entrepreneuriales, ou citoyennes militantes.

Dans le sillage du paradigme interactionniste de l'École de Chicago[75], nous nous intéressons à la manière dont les composantes parfois qualifiées d'endogènes (relatives aux trajectoires individuelles voire collectives des individus) et d'exogènes (relatives aux

70 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.* ; Nathan McClintock, *op. cit.*

71 L'objet « jardin communautaire » est considéré comme imprécis voire fourre-tout en termes de délimitation (sociale ou géographique), d'usage, et d'acteurs publics et privés en jeu (Chris Firth, Damian Maye et David Pearson. « Developing "Community" in Community Gardens », *Local Environment*, vol. 16, nº 6, 2011, p. 555-568 ; Mary Beth Pudup, *op. cit.*). Notre choix d'un recours au terme de « collectif » (à initiative habitante) permet de différencier les dits-nommés « jardins partagés » dunkerquois, institutionnels et à tournure parfois plutôt pédagogique, et d'intégrer dans l'analyse les formes de jardins à tendance hybride partagée/pédagogique habitantes.

72 Nathan McClintock, *op. cit.*

73 Karen Schmelzkopf, *op. cit.*

74 Efrat Eizenberg et Tovi Fenster, *op. cit.* ; Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.* ; Mary Beth Pudup, *op. cit.*

75 Anselm Strauss, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Parus, Métailié, 1992 [1959].

caractéristiques territoriales) génèrent et modèlent, dans une profondeur spatio-temporelle, la diversité des cinq jardins collectifs à initiative habitante étudiés[76]. Nous proposons une analyse 1) de leur raisons et conditions d'émergence et d'évolution, 2) des types de pratiques agricoles mises en place (composante néolibérale ou alternative, radicale), 3) de la place qu'y trouvent les populations défavorisées[77] (composante alternative, radicale), 4) des liens des initiatives et porteurs d'initiatives aux institutions publiques et privées (dont associatives) (couleur politique, pouvoir contestataire, influence territoriale), 5) des trajectoires biographiques (sociales, géographiques, professionnelles)[78] ayant conduit l'habitant à l'initiative[79] (composante alternative par volonté de changement ou néolibérale), 6) de l'affiliation militante ou entrepreneuriale de l'initiative et de l'habitant qui la porte (composante alternative, radicale ou néolibérale).

Cibler l'analyse sur la figure de l'entrepreneur, du militant, de l'entrepreneur-militant

Le militant, figure commune des mouvements alternatifs ou radicaux, cherche « par l'action à faire triompher ses idées, ses opinions […] défendre activement une cause [sociale,

76 Ernwein (« Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.*) expose par exemple la manière dont la dialectique entre parcours personnel et valeurs, fonction et contraintes professionnelles d'un employé de municipal oriente l'hybridation radicale et néolibérale des formes d'agriculture urbaine qu'il peut mettre en œuvre. Voir aussi Geneviève Cortes et Laurent Faret, « Introduction : la circulation migratoire dans "l'ordre des mobilités" », dans Geneviève Cortes et Laurent Faret (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris Armand Colin, 2009, https://hal-univ-paris.archives-ouvertes.fr/hal-01695093.

77 Nous les considérons ici comme regroupant les bénéficiaires de minima sociaux aux employés stables et petits indépendants, les sans-abris aux habitants de pavillons modestes ou de cités (Olivier Schwartz, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 2011, https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html).

78 Claire Bidart, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, nº 120, 2006, p. 29-57.

79 Nous postulons une importante corrélation entre l'individu et son initiative, tout en considérant qu'une initiative peut émerger pour combler une incomplétude de mode de vie (activité associative en compensation d'une activité salariale trop peu satisfaisante sur le plan personnel par exemple).

environnementale][80] ». Il se confronte parfois aux pouvoirs publics pour opérer un changement de modèle socio-économique. La diversité des formes d'engagement possibles ne définit pas de caractéristiques sociales prédisposant au militantisme[81].

L'entrepreneur, figure type néolibérale, saisit une occasion d'affaire par sa capacité à détecter des potentialités, exploiter des opportunités matérielles, sociales, socio-spatiales, prendre des risques (modérés), innover, tolérer l'incertitude, faire émerger des formes organisationnelles, éviter l'obsolescence de ses ressources dans son champ d'activité et privilégier l'externalisation et la collaboration. Il vise le profit matériel et économique, abouti à la création d'une valeur nouvelle voire à l'innovation[82]. Les motivations, le mode d'organisation (incluant statut juridique), l'environnement social et le réseau mobilisé par le porteur d'initiative, son parcours, ainsi que le recours à un éventuel vocabulaire spécifique sont alors des facteurs discriminant ces deux entités.

---

80 Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, nº 1, 2009, p. 97-125, https://journals.openedition.org/sdt/16032.

81 Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, nº 1, 2001, p. 199-215 ; Olivier Fillieule et Bernard Pudal, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », dans Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier et Olivier Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2010, p. 163-184 ; Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, *op. cit.*

82 Mourad Attarça et Maryvonne Lassalle de Salins, « Quand l'entrepreneur devient entrepreneur politique », *Revue française de gestion*, nº 232, 2013, p. 25-44 ; Sophie Boutillier, « Comment l'entrepreneur peut-il ne pas être social ? », *Marché et organisations*, nº 11, 2010, p. 107-125 ; Louis Jacques Filion, « Le champ de l'entrepreneuriat : historique, évolution, tendances », *Revue internationale PME*, vol. 10, nº 2, 1997, p. 129-172 ; Robert Paturel, « Grandeurs et servitudes de l'entrepreneuriat... », *Revue internationale de psychosociologie*, vol. 13, 2007, p. 27-43 ; Thierry Verstraete et Alain Fayolle, « Paradigmes et entrepreneuriat », *Revue de l'entrepreneuriat*, vol. 4, nº 1, 2005, p.33-52.

Nous restons sensibles à l'identification de la figure particulière de l'entrepreneur-militant. Elle est définie comme

> une nébuleuse entrepreneuriale émergente ayant comme caractéristique commune de porter un certain nombre de revendications issues des mouvements sociaux urbains dont la participation et l'*empowerment* mais qui inscrit son registre d'action dans l'utilisation du marché et du statut d'acteur économique pour faire valoir leurs revendications en termes de valeurs, d'éthique et d'objectifs de transformation sociale[83].

François Bottollier-Depois et Aurélie Landon (2015) en dessinent quelques caractéristiques : « la recherche d'un impact sur la société et/ou l'environnement à travers l'activité économique, l'importance du "faire" et de l'action collective [notamment] […] participative, une oscillation entre une idéologie libérale et une idéologie libertaire[84] ». Nous mobiliserons également le terme de militant-entrepreneur pour désigner, sous les mêmes caractéristiques, une inversion de priorisation d'objectif.

Dunkerque et Grande-Synthe, regain d'intérêt en contexte de vulnérabilité pour une agriculture urbaine jusque-là résiduelle ?

Dunkerque et sa Communauté Urbaine : un laboratoire urbain ?

Dunkerque, ville moyenne du Nord de la France (176 000 habitants en 2018) est profondément marquée par le complexe industrialo-portuaire couplant pétrochimie et sidérurgie sur l'eau y ayant vu le jour sous planification étatique dans les années 1960[85]. Elle est caractérisée par un mode de production urbain centralisé à

83 Corinne Gendron et Marie-France Turcotte, « Mouvements sociaux économiques et gouvernance : une nouvelle structuration du marché ? », *Les cahiers de la Chaire*, coll. « Recherche », nº 14, 2006, chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/viewer.html?pdfurl=http%3A%2F%2Fwww.crsdd.uqam.ca%2FPages%2Fdocs%2FpdfCahiersRecherche%2F2006%2F14-2006.pdf&clen=284495&chunk=true.

84 François Bottollier-Depois et Aurélie Landon, « Les projets alimentaires économiques à impact social se positionnent comme de nouvelles formes d'organisations hybrides, entre le mouvement social et l'entreprise », *Cahier d'explorations - Entreprises militantes de l'agroalimentaire : quels modèles ?,* 2015, p. 24-25.

85 Blandine Laperche, Maria Lorek et Dimitri Uzunidis, « Crise et reconversion des milieux industrialo-portuaires : dépendance de sentier ou renouveau

l'extrême (« Capitalisme Monopoliste d'État[86] ») et par une forte dépendance économique aux multinationales et aux logiques de commandement exogènes, générant une « fragilité économique interne[87] ». L'« influence sur l'organisation de l'espace » de cette industrie sont prégnantes[88] : l'emprise industrielle spatiale, coupant l'accès au littoral sur une vingtaine de kilomètres, est importante, la fragmentation urbaine marquée, et la ségrégation socio-spatiale, entre une partie est « bourgeoise » balnéaire voire maraîchère-horticole et une partie ouest « populaire » anciennement ouvrière, conséquente. L'économie locale est largement dominée par les entreprises industrielles privées[89] de plus de 100 employés ; le taux de création d'entreprises (entrepreneuriat) est par exemple plus de deux fois plus faible que le taux national[90]. Diverses crises industrielles ont impacté le dunkerquois dès les années 1970. Elles sont à l'origine de son importante vulnérabilité sociale et économique et de la multiplication de friches industrielles et urbaines[91]. L'aire urbaine de Dunkerque connaît une perte d'attractivité couplée d'une décroissance démographique et économique (variation de la population est de - 4,2 % (267 270 à 256 100) entre 1999 à 2016 ; taux de chômage des 15-64 ans de 17,5 % en 2016, après une forte augmentation dès les années 1980 et à la suite de la crise de 2008). La CUD présente ainsi

économique ? Les exemples de Dunkerque (France) et de Gdansk (Pologne) », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2011, p. 341-368.

86 Manuel Castells et Francis Godard, *Monopolville. Analyse des rapports entre l'entreprise, l'état et l'urbain à partir d'une enquête sur la croissance industrielle et urbaine de la région de Dunkerque,* Paris, Mouton, 1981.

87 Yoan Miot, « Hors des métropoles, point de salut ? – Le développement économique dans la Communauté Urbaine de Dunkerque », à paraître.

88 Jacques Malézieux, *Les centres sidérurgiques des rivages de la mer du Nord et leur influence sur l'organisation de l'espace. Brême - Ijmuiden - Gand - Dunkerque*, Paris, Éditions de la Sorbonne, coll. « Géographie », 1981.

89 L'emploi salarié industriel devenu privé et les services concentrent respectivement de 41 % et 35 % des emplois totaux (Source : Unistatis)

90 *États Généraux de l'Emploi Local (*ÉGEL), 2015.

91 Valérie Lavaud-Letilleul, « Mutations récentes et aménagement dans les villes-ports de la Mer du Nord : vers une recomposition de la ville-port sur son territoire et dans ses réseaux : les exemples de Dunkerque, Anvers et Rotterdam », thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2002.

des signes de décroissance urbaine[92] qu'il reste néanmoins difficile de mesurer nettement[93].

En réaction à ce développement industriel exogène, se structure un fort volontarisme politique local déployant ses propres organisations et outils d'expertise[94]. Initiant à l'échelle municipale et communautaire des expérimentations urbaines, industrialo-portuaires et énergétiques (écologie industrielle, Schéma de Cohérence portuaire à valeur environnementale zéro, terminal méthanier ; Grands projets urbains, Politique de la Ville ; États Généraux de l'Emploi Local (ÉGEL) ; bus gratuits), Dunkerque devient un « laboratoire urbain » français des plus dynamique. Si la ville possède une population globalement pauvre, elle bénéficie de moyens financiers conséquents grâce au reversement de la taxe professionnelle industrielle jusqu'en 2010, date de sa suppression. Cela lui permet d'élaborer des politiques sociales étoffées et de soutenir le secteur associatif, dans une logique d'« économie compensatoire[95] ». Pour autant, les pouvoirs publics se sont au mieux portés correcteurs, sur le plan social et environnemental, des vagues successives de désindustrialisation impactant le territoire[96]. Le plan d'action communautaire résultant des

92 Nicolas Cauchi-Duval, Vincent Béal et Max Rousseau, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espace, populations, sociétés*, 2016, https://doi.org/10.4000/eps.6112 ; Julie Chouraqui, *« Décroissance urbaine et dynamiques socio*-spatiales : quelles relations ? Exemple du cas dunkerquois », mémoire de deuxième année de master, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2017.

93 Manuel Wolff *et al., «* Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo. Ruevue européenne de géographie*, 2013, https://doi.org/10.4000/cybergeo.26136.

94 Ratouis, Olivier, « "Je t'aime, moi non plus ?" Expertise, recherche et production urbaine à Dunkerque », *Annales de la recherche urbaine*, coll. « Recherche et expertise », nº 104, 2008, p. 77.

95 Berry-Chikhaoui, Isabelle et Valérie Lavaud-Letilleul, « Les politiques publiques contre le territoire. La zone industrialo-portuaire de Fos au croisement de la géographie sociale et radicale », dans Philippe Bonnal *et al.* (dir.), *Action publique, dynamiques sociales et pauvreté : la territorialisation en débats*, Montpellier, Presses universitaires de La Méditerranée, coll. « Territoires en mutation », 2019, p. 241-250.

96 Jacques Malézieux, *op. cit.*

ÉGEL[97] s'inscrit dans une logique de compétitivité et d'attractivité économique, résidentielle, territoriale, par essence néolibérale[98]. Il laisse ainsi de côté les espaces populaires et périphériques et des pans majeurs de l'économie locale, et semble peu cibler le problème du fonctionnement du marché local de l'emploi[99].

Grande-Synthe, Ville en Transition

Grande-Synthe est l'une des communes de la CUD les plus marquées par le développement industriel : sa population est passée de 2 814 en 1962 à 26 000 en 1982, avant de chuter de 20 % entre 1982 et 2011 et de s'appauvrir au gré des diverses vagues de désindustrialisation du territoire. Ses indicateurs sociospatiaux restent paradoxaux : elle figure ainsi dans les premiers rangs français en termes 1) de revenus fiscaux – les plus élevés (environ 40 millions d'euros) – et 2) de revenu moyen par habitant – le plus faible (5 000 euros par an). Son taux de logement social est conséquent (64 %), 30 % de sa population active est au chômage et un grand-synthois sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Elle connait néanmoins depuis 2018 une légère hausse de population par attractivité résidentielle (22 777 habitants).

Concentrant également des problématiques environnementales, Grande-Synthe amorce une rupture avec le modèle économique industriel dominant, et apparaît comme un « laboratoire communal » au sein du « laboratoire intercommunal ». Les maires René et Damien Carême décident respectivement de faire de la ville un « laboratoire d'innovation paysagère, architecturale et participative[100] » dès les années 1970, et un « laboratoire de la ville durable » dès 2010. Damien Carême inscrit, à l'aide de ses

97 Communauté Urbaine de Dunkerque, *États généraux de l'emploi local. Mobilisation générale !*, Dunkerque, Grand Littoral, Communauté Urbaine, 2017 [2015], p. 12.

98 Harvey, David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007 ; Yoan Miot, *op. cit.*

99 Yoan Miot, *op. cit.*

100 Lahmini Naji, « La démolition du logement social. L'expérience de Grande-Synthe », *Les Annales de la recherche urbaine*, nº 97, 2004, p. 43-50, https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2004_num_97_1_2576.

1 100 employés de mairie, son action dans les politiques de l'écologie sociale[101] et le mouvement Ville en Transition[102]. Il œuvre pour une « relocalisation de l'économie, du système alimentaire et énergétique […] le renforcement de la solidarité, l'acquisition de savoir-faire pour l'autonomie des habitants, à la fois individuelle et collective » (conseiller technique municipal), notamment en prévision de l'effondrement industriel. L'ensemble orchestre une rénovation, dédensification et renaturalisation urbaine (sous forte intervention des politiques nationales de renouvellement urbain) et œuvre à la mise en place d'une politique de lutte contre la pauvreté, d'un fort déploiement de service sociaux, sportifs et culturels à bas prix voire participatifs, d'une gestion écologique et d'une requalification vivrière des espaces verts, d'un soutien aux énergies renouvelables, la mobilité douce, à la crise migratoire et climatique[103].

Quelle place pour l'agriculture urbaine ?

Concentrée sur les communes périurbaines éloignées du littoral urbain et industriel, l'agriculture représente une très faible part de l'économie locale. Elle est caractérisée par un modèle intensif d'export – Dunkerque est le premier port français d'import-export de fruits et légumes – et une filière agroalimentaire locale développée. Les surfaces agricoles et le nombre d'agriculteurs et d'exploitations déclinent (respectivement -20 % en 40 ans ;

101 Bookchin, Murray et Bernard Weigel, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, traduit de l'anglais par Bernard Weigel, Lyon, Atelier de création libertaire, 2012.

102 Mouvement social initié par Rob Hopkins dès 2005 et rassemblant des communes portant une initiative de transition, impliquant la communauté pour assurer la résilience (capacité à encaisser les crises économiques et/ou écologiques) de la ville face au défi pétrolier et au dérèglement climatique (Wikipédia).

103 L'obtention du prix capitale de la biodiversité en 2010, l'instauration d'une Université Populaire municipale dès 2010, de jardins populaires dès 2012, d'une mutuelle à bas cout dès 2014, d'un budget participatif dès 2017, de fermes urbaines multiservices dès 2018, d'un Minimum Social Garanti et d'un Revenu de Transition Écologique dès 2019 sont quelques exemples récents.

-56 % entre 1979 et 2000) alors que la taille des exploitations augmente[104]. Seules 1,8 % sont labélisées Agriculture Biologique.

La question agricole et alimentaire émerge timidement, sous impulsion principale d'élus ruraux et de Damien Carême, au sein des politiques communautaires dunkerquoises. Son potentiel transversal (emplois non délocalisables, santé, social, environnement) justifie la volonté de dégager les espaces agricoles de leur fonction de ressource foncière pour la croissance urbaine. La Politique Agricole et Alimentaire (PAAD) adoptée par la CUD (2018) privilégie le soutien à l'agriculture urbaine productive et marchande : plan de conversion Agriculture Biologique du foncier agricole public[105], création d'infrastructures (restauration collective, halles alimentaires en centre-ville), soutien au développement de filières d'approvisionnement local en circuit court qualitatif voire solidaire, réponse à l'appel à projet Quartiers Fertiles NPNRU. L'agriculture urbaine jardinière y trouve une place jugée secondaire (sensibilisation et éducation voire approvisionnement alimentaire). Le budget de fonctionnement de la PAAD est en croissance[106], et repose pour sa mise en œuvre essentiellement sur des associations agricoles et écologiques et sur les communes du territoire. Un Projet Alimentaire Territorial est en structuration. Le nouveau service Alimentation Santé de la CUD (2020) se charge d'insérer le développement de l'entrepreneuriat agricole au sein des politiques de restructuration économiques et sociales communautaires, par partenariat externe.

L'enquête nous a permis d'identifier une typologie des principales formes de pratique d'agriculture urbaine[107] (voir la

104 Source : Communauté urbaine de Dunkerque, *Plan Local d'Urbanisme, Rapport de présentation, Diagnostic*, 2012.

105 À la suite de l'implantation industrielle sur le territoire, la CUD possède 550 hectares de foncier agricole. Son budget est également important.

106 Environ 360 000 euros en 2020, 580 000 en 2021, (+ 5 millions d'euros de rénovation et de restauration scolaire.

107 Nous avons ciblé Dunkerque (Malo-les-bains, Rosendael, Saint Pol sur mer, Petite-Synthe) et Grande-Synthe. Cette typologie ne comprend pas l'agriculture interstitielle informelle. Les projets éphémères, comme les carrés potagers du Camp de réfugiés de la Linière, et les nombreux réalisés dans les écoles ne sont également pas représentés. À cette typologie s'ajoutent des formes

carte) : des jardins ouvriers ou familiaux (association d'héritage professionnel industriel, ou pouvoirs publics) (dès l890) ; partagés et pédagogiques (Ville de Dunkerque (Maison de quartier), associations environnementales) (dès 2011) ; populaires (Ville de Grande-Synthe) (dès 2012) ; collectifs à initiative habitante indépendante (dès 2014) ; des structures privées d'insertion sociale à spécialité agricole ou non (dès les années 1980). Ils relèvent de l'aide voire du contrôle social et/ou de considérations socio-environnementales[108] pour un développement durable[109]. Aucun lien avec des entreprises multinationales privées n'a été observé.

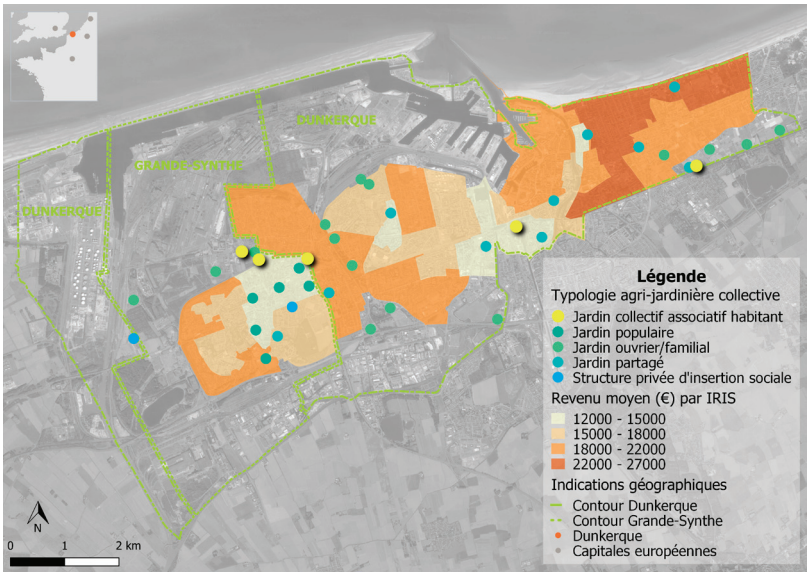
d'agriculture urbaine marchande diffuse (exploitants agricoles tous statuts juridiques) ou collectives (micro-ferme urbaine de Grande-Synthe).

108 Dunkerque est notamment le berceau du mouvement terrianiste cherchant « "par la propriété d'un coin de terre à cultiver et d'une maison convenable" à éduquer et à moraliser la famille ouvrière » [Odette Hardy-Hémery (« Les cités-jardins de la Compagnie du chemin de fer du Nord : un habitat ouvrier aux marges de la ville », *Revue du Nord*, nº 374, 2008, p. 143, note 28) citant Jean-Marie Mayeur (*Un prêtre démocrate. L'abbé Lemire (1853-1928)*, Paris, Casterman, 1968)].

109 Kenjiro Muramatsu, *op. cit.*

Carte

Typologie d'agriculture urbaine agri-jardinière collective à Dunkerque et Grande-Synthe



Les initiatives habitantes de jardins collectifs associatifs : analyses et perspectives à Dunkerque et Grande-Synthe

Le corpus de porteurs d'initiatives habitantes indépendantes, *a priori* exhaustif sur les communes de Grande-Synthe et Dunkerque (2020), comprend cinq profils.

Sylvie, préside un jardin partagé et pédagogique associatif. Inauguré en 2017, il est situé sur une terre municipale de la ceinture boisée de la ville de Grande-Synthe. Le nom de l'association fait référence à un ensemble d'arbres et d'arbustes à finalité vivrière. Son objectif est de développer, avec les habitants de la ville, l'accès à une alimentation diversifiée et de qualité « pour tous ». Le terrain (5 300 m²) est composé d'espaces potagers, d'un verger en croissance (arbre et arbustes), d'une zone de friche (1/3 de la surface totale), d'un hôtel à insectes et d'un site de compostage communautaire. Il est cultivé selon les

principes de la permaculture pleine terre et hors sol. Situé en marge du quartier prioritaire de l'Albeck, l'initiative cible tout particulièrement les populations défavorisées, ainsi que les personnes âgées, et à mobilité réduite. Face à ses objectifs pédagogiques et à sa population cible, l'association travaille « avec le moins de moyens possible », en misant sur les dons, la récupération et la main-d'œuvre des adhérents.

Eddie est le fondateur et président « auto-désigné » de l'association grand-synthoise au nom évoquant un petit lieu de culture à caractère vivrier ou ornemental, une référence agricole et une ouverture vers de nouveaux horizons. L'association est créée en 2014 sur un terrain privé d'un hectare, composé d'un verger et d'une pergola. Elle accueille des activités de jardinage collectif. Il s'agit de mettre à disposition des adhérents un lieu à forte dimension environnementale et vivrière, en plantant des arbres et arbustes fruitiers (reproduction de plants environnants, plantations de variétés anciennes, et endémiques, cultivés sans pesticides suivant les pratiques de l'agroécologie), perçu également par Eddie, à travers le maintien de savoirs et savoir-faire culturaux et nourriciers, comme un moyen de « pérenniser l'Histoire ». Eddie voit le jardin comme un acte politique et concret de « convergence de luttes », une manière de « poser les bases d'une société résiliente ».

Didier préside à Grande-Synthe depuis 2001 une association au nom figurant un ensemble d'habitations ornementées de plants horticoles. L'objectif initial est de fournir des plants à bas coût aux grand-synthois, notamment dans le cadre des politiques de fleurissement participatif de pied d'immeubles menées par la Ville. Les activités incluent donc la vente horticole aux particuliers et aux collectivités, la réalisation de prestations en horticulture et art floral évènementiel et paysager à destination des collectivités principalement, la mise à disposition de parcelles hors sol cultivables suivant les principes de l'agroécologie, avec accompagnement technique des adhérents, l'animation d'ateliers d'art floral avec les maisons de quartiers de la ville principalement. Un travail est mené en lien avec diverses associations du Dunkerquois, notamment

en faveur d'une (ré)insertion professionnelle. La dimension jardinière, récente (2010), prend enfin une ampleur croissante au sein de l'association (projet de serre potagère).

Christian est le leader du collectif au nom évoquant en anglais une « offensive végétale », regroupé à Dunkerque depuis 2015 autour d'une association dont le nom est jeu de mot, faisant référence tant au lieu en lui-même, qu'à un espace où l'on cultive sa sensitivité, ses valeurs, ses perspectives. L'initiative souhaite, à travers la revégétalisation d'une station essence abandonnée en centre-ville, sensibiliser à l'écologie, notamment locale, et développer du lien social. Elle inclut la création d'une zone horticole accueillant quelques arbres fruitiers en pots, et une zone potagère hors sol cultivée en permaculture. Elle fonctionne sans financements externes, et bénéficie de dons (professionnels, habitants, voire associations). Christian revendique une approche résolument artistique, évoquant un « lieu-œuvre » : il s'agit d'« embellir […] un lieu triste […] une véritable verrue […] une décharge à ciel ouvert » par la création d'une « jungle urbaine ». Le lieu, ouvert à tous, co-construit, cible des habitants, des personnes de passage, voire un public scolarisé.

À Rosendael, Pascal préside depuis 2016 une association dont le nom fait référence à un lieu de manufacture écologique. L'ambition, via les diverses formes d'agriculture urbaine agroécologique qu'il développe (jardins partagé, jardi-cocotte, tour hydroponique, jardin connecté, ateliers divers), est de stimuler l'emploi local, de sensibiliser les habitants à une alimentation équilibrée et de participer à développer l'autosuffisance alimentaire du territoire. Le jardin collectif (400 m²) est situé sur le domaine d'un centre culturel. Un projet de jardin connecté participatif (88 m²) prévoit l'accès à une parcelle dotée de nombreux outils informatisés (arrosage automatique, accès badgé au jardin, *chat* en ligne entre jardiniers, suivi de production, panneau solaires, bacs de récupération d'eau) et autres (outils, serre, poulailler, composteur). Les usagers auront également accès à une plateforme web évènementielle et pédagogique (jardinage, environnement). Pour construire le prototype de ce jardin

connecté, avant réplication et commercialisation, l'association souhaite développer « un Fab'Lab Agriculture Urbaine », avec une participation très forte des habitants. En l'état, l'initiative résonne auprès de catégories socioprofessionnelles moyennes à aisées.

Des initiatives révélatrices de trajectoires individuelles, collectives et territoriales : rupture, continuité et perspectives

À l'exception de Didier, résidant à Grande-Synthe depuis 35 ans, tous les porteurs d'initiative sont originaires du Dunkerquois. Tous, sauf Christian (Dunkerque au lieu de Malo-les-bains), ont développé leur initiative sur leur (sous-)commune d'origine. Leur trajectoire spatiale diverge néanmoins : Sylvie est revenue sur le territoire après une rupture personnelle et professionnelle, Christian et Eddie font des allers-retours réguliers entre deux lieux d'ancrage, Didier et Pascal n'ont jamais quitté le Dunkerquois et environs. Sylvie et Christian développent l'initiative alors qu'ils sont sans emploi, tandis que pour Didier, Eddie voire Pascal il s'agit d'une activité semblant participer à leur épanouissement personnel et professionnel en parallèle de leur activité rémunérée.

Christian, artiste, âgé d'une quarantaine d'années, réside en région parisienne. Son association s'inscrit dans le sillage d'une de ses œuvres principales, réalisée sur le littoral. Toutes deux possèdent une dimension artistique, esthétique et politique commune de confrontation des extrêmes – guerre/lumière ; société industrielle/nature –-, et de mise en évidence du passé et des migrations dunkerquoises. Christian s'investit également dans l'associatif, là encore principalement sur le territoire unkerquois. Il ne tire de revenus d'aucune de ces deux activités : « la satisfaction est ailleurs », précise-t-il alors que l'inexistant ancrage économique de rentabilité de son association s'inscrit dans cette lignée. Si Christian effectue des allers-retours très réguliers entre Paris et Dunkerque, le Dunkerquois joue pour lui le rôle de refuge : il y revient en cas de coup dur, financier notamment, et ce, d'autant plus, et plus régulièrement, depuis qu'il y a (re) développé ses projets et son réseau social et associatif. Dans sa

relation au jardinage, et à son initiative, il évoque une transition biographique[110] en « continuité avec les expériences qu[']il a] pu avoir ces dernières années » (soutien à sa grand-mère paysanne, bénévolat dans une association d'agroécologie au Burkina Faso, développement de carrés potagers auprès des réfugiés du camp de la Linière à Grande-Synthe). Christian justifie son choix d'implanter son initiative à Dunkerque par la disponibilité du foncier et de friches à investir, opportunité « impossible en région parisienne », par son fort attachement à ses origines dunkerquoises et par sa préoccupation pour le devenir écologique de la région. L'association de Christian semble ainsi être le fruit de sa mobilité spatiale, notamment dans sa capacité à pouvoir se déplacer dans le Dunkerquois pour y saisir les opportunités ciblées, et sociale dans une combinaison identitaire entre milieu artistique, vie urbaine et racines paysannes dunkerquoises.

Comme celle de Christian, l'initiative de Sylvie, cinquantenaire, émerge alors qu'elle est sans emploi, bénéficiaire des minima sociaux, locataire d'un logement social. Riche de multi-compétences professionnelles (restauration collective, conciergerie, commerce indépendant, immobilier), elle revient à Grande-Synthe, après quelques années de vie en région parisienne, à la suite de la faillite de sa dernière activité. Si sa famille y est présente, elle justifie également son retour par les conditions de vie offertes par la municipalité grand-synthoise : « la vie [y] est pas chère […] tout est quasi gratuit ». Ne pouvant travailler et faisant face à une forte précarité, elle se rapproche d'associations et structures locales pour bénéficier d'un accompagnement, en parallèle de son mode de vie très économe, mais aussi pour s'investir elle-même bénévolement. Cette expérience déterminera ses choix quant aux caractéristiques de l'association de Sylvie, notamment axée sur le développement d'un accès à l'alimentation diversifiée et au jardinage permacole pour les « populations pauvres », en favorisant au maximum le « faire soi-même avec peu de moyens ». L'intérêt de Sylvie, enfant, pour le jardinage et la consommation de produits fermiers, s'est accentué après son retour à Dunkerque

110 Claire Bidart, *op. cit.*

dans les années 2010 : culture temporaire d'une parcelle de jardin populaire, formation Guide Composteur dans une institution de réseaux associatifs environnementaux, formation d'animateur-technicien en permaculture, lectures. L'association s'appuie essentiellement sur les compétences de Sylvie, voire de sa famille, sur sa connaissance du territoire et des acteurs publics et associatifs (sociaux, agri-jardiniers, éducation populaire environnementale et alimentaire, préservation de l'environnement ; à Grande-Synthe particulièrement). Son ancrage local lui permet également de bénéficier de divers dons matériels et immatériels d'enseignes privées (plants, pots, palette, site de compostage, bacs de plantation, carrés) et d'évènements associatifs partagés. L'association a par ailleurs été pour Sylvie un tremplin professionnel. Six mois après son inauguration (2017), elle est embauchée comme cheffe d'équipe cuisine dans un établissement partiellement public membre du Réseau Cocagne (insertion, restauration et maraîchage certifié Agriculture Biologique). Ce contrat lui permet de quitter son logement social pour emménager sobrement dans une maison avec jardin du parc locatif privé du quartier de l'Albeck. Il catalyse également sa visibilité via des sollicitations médiatiques diverses. Depuis son embauche, elle maintient une activité minimale à l'association, notamment grâce au travail fourni par certains adhérents et son beau-père. Sa trajectoire semble s'apparenter à une bifurcation biographique, en réponse à une crise où composantes personnelles et professionnelles sont grandement imbriquées.

Grand-Synthois d'origine, Eddie intègre la Marine en 1997, à Toulon (84). Il vit actuellement à Hyères (84), où il travaille dans le paysagisme. L'initiative portée par Eddie illustre un enchevêtrement de composantes endogènes et exogènes: « un heureux concours de circonstance » entre un déclic lié à la parentalité (exacerbant sa volonté voire sa nécessité d'épanouissement personnel à œuvrer en faveur du développement durable), et le terrain familial à disposition sur sa commune d'origine (menant des politiques relevant de l'écologie-sociale). Si les composantes territoriales ne semblent pas avoir été pour lui tant déterminantes,

le projet participe en revanche à (ré)ancrer Eddie dans le Dunkerquois (allers-retours réguliers, relations familiales et amicales, insertion dans le réseau associatif et politique local). Eddie mobilise par ailleurs un réseau extraterritorial, parfois spécialisé et de renom. Alors qu'il souhaite développer une entreprise varoise sur des bases similaires, son association grand-synthoise participe à son énièmetransition biographique (origine ouvrière et paysanne, puis marin, employé paysagiste, auto-entrepreneur paysagiste érudit).

Calaisien d'origine, Didier, 59 ans, gravit à partir de l'âge de 16 ans les échelons de la grande industrie (contractuel à Usinor/Arcelor Mittal jusque cadre contremaître acier à Harsco) et, en parallèle, du parc locatif résidentiel (« blocks » des quartiers populaires de Saint Pol sur mer et Grande-Synthe (Albeck) à maison de particulier, de l'ancienne cité des ingénieurs du quartier du Courghain puis, avec jardin, d'une commune périurbaine). Didier expose qu'il avait pour loisir la pêche, avant d'avoir « un déclic » pour « le fleurissement ». Il rappelle l'importance du contexte industriel local dans son investissement associatif : « Moi, je fleurissais mon balcon, j'habitais dans un appartement, ce qui m'a plu ici, c'est d'avoir le jardin que j'avais pas. Je vivais dans du béton, puis l'usine, la poussière, la ferraille, d'être ici ça m'a permis d'avoir ce que j'avais pas. […] Quand on vit dans un mode industriel on est contents d'avoir un peu d'espace vert ». S'il affirme être « parti dedans » en créant l'association, sa bifurcation est biographique : développement de connaissances horto-botaniques sans base initiale, ouverture aux milieux de l'aide sociale, de la production horticole, de la fonction publique, de l'évènementiel. Il s'agit néanmoins pour lui d'un dédoublement : il ne considère pas son investissement associatif comme un travail. En parallèle de son « métier […], la métallurgie », il y développe néanmoins de nombreuses compétences professionnelles techniques, commerciales et relationnelles. Cette activité réalisée « juste pour le plaisir », dont il est fier de montrer les œuvres et d'évoquer son agenda « de président »,

semble, alors qu'il maintient son emploi industriel pour des raisons économiques, participer grandement à son épanouissement personnel.

Quant à Pascal, il est informaticien, gérant d'entreprise, et titulaire d'une licence en géographie et en informatique réseaux et système de communication (Hauts de France). Âgé d'une quarantaine d'années, très attaché au territoire, il est originaire de Malo-Rosendael (Dunkerque), où il vit toujours. Habitué du milieu associatif (développement socio-économique, photographie), son intérêt pour l'agriculture et le développement durable relève d'un « *turning point*[111] » : sans sensibilisation particulière à ces questions en 2016, il est interpellé lors des Assises de la Transition Énergétique organisées à Dunkerque, par les propos d'un intervenant estimant à deux jours l'autonomie alimentaire de la ville de Bordeaux. Il opère alors un véritable dédoublement biographique : il crée une association dont les activités débutent intensément, sur des thématiques plus accessibles qu'il maîtrise davantage (atelier cosmétiques, ménagers, alimentaires), et se forme également à l'agronomie, tout en gardant son emploi. Si dans son travail il développe des outils numériques peu coûteux pour stimuler l'activité économique locale (auto-suffisance et circuit court), l'association reste empreinte d'une forte touche personnelle et professionnelle puisque la composante informatique (jardin connecté) y est majoritaire. Cela lui permet d'étendre ses objectifs de développement local aux enjeux alimentaires et agricoles du territoire, répondant à un certain épanouissement professionnel et personnel. Il mobilise pour cela un réseau familial, amical, professionnel, associatif fortement ancré dans le Dunkerquois.

111 Everett C. Hughes, « Carrières, cycles et tournants de l'existence », dans Everett C. Hughes, *Le regard sociologique. Essais choisis. Textes rassemblés et présentés par Jean-Michel Chapoulie*, Paris, Editions de l'EHESS, 1996 [1950], p. 165-173.

Faire avec, sans voir contre : les initiatives dans leurs relations aux politiques publiques

Les politiques publiques des villes ciblées semblent avoir un impact conséquent sur le développement des initiatives. Grande-Synthe (21 km²), prônant la sociale-écologie notamment vivrière, accueille trois des cinq initiatives d'agriculture urbaine (Sylvie, Didier, Eddie). Dunkerque (44 km²) en accueille deux (Christian et Pascal). S'il conviendrait également de sonder l'impact de divers facteurs (la pression foncière semble supérieure dans l'est de la CUD, particulièrement à Rosendael, également très marquée par l'agriculture), nous explorons les composantes matérielles (foncier, financier, équipement) et relationnelles (adéquation politique, interaction, valorisation) entre initiatives et politiques publiques.

Sylvie, Eddie et, dans une certaine mesure, Didier sont en étroite adéquation avec les politiques de la social-écologie grand-synthoise. Il en est de même pour Pascal et les politiques dunkerquoises. Christian quant à lui se situerait plutôt en opposition avec les pouvoirs publics locaux, en dépit de points de similarité de fond et de forme. À l'exception de Christian, tous y ont recours pour la mise en œuvre de leur initiative, en particulier dans la recherche de foncier, élément nécessaire au développement d'un projet d'agriculture urbaine (Sylvie, Didier, Pascal). Aucune initiative ne se développe grâce au soutien et à l'appui d'entreprises privées. À Grande-Synthe, un soutien technique est apporté aux porteurs d'initiative, même lorsque cette dernière a lieu sur un terrain privé (Eddie). Sylvie et Didier bénéficient d'une mise à disposition de foncier municipal (contrat de cinq ans renouvelable cinq ans pour Sylvie, mise à disposition pour la durée de vie de l'association pour Didier).

Lorsque Sylvie initie son association en 2016, elle obtient en quelques mois un terrain en ceinture boisée municipale. Elle choisira, parmi plusieurs, celui sur lequel il y a « quelques grands arbres fruitiers déjà plantés par la Ville » à destination des habitants du quartier. Le maire, après avoir planté un arbre sur le terrain

lors de la journée d'inauguration de l'association en 2017, se dit « très content de voir qu'il y a une prise de relais ». Sylvie exprime elle-même se sentir en phase avec les idées portées par ce dernier. La Ville « a les moyens », et lui apporte sans conditions un soutien technique (forage, installation de conteneur-cabane à outils et d'une barrière en ganivelle autour du terrain, dons de plants, dépôt de fumier, broyat, paille, plantation de la « haie Caestecker » du nom du responsable des Espaces Verts), bien qu'elle ne dispose d'aucune subvention, ni de local. Sylvie bénéficie du dynamisme et du réseau de la Ville de Grande-Synthe (partenariats, évènements ; notamment avec l'Université Populaire, structure municipale à Grande-Synthe) et d'une forte médiatisation de la part de cette dernière (elle figure notamment dans la visite guidée des initiatives de développement durable organisée par la Ville). Elle compte également sur la municipalité pour obtenir un poste à temps plein au service de l'association. Si elle ne subit presque aucune contrainte de la Ville, elle précise néanmoins ne pas laisser cette dernière prendre trop de place pour favoriser l'appropriation habitante, en adéquation avec la volonté municipale de développer l'autonomie des habitants.

C'est au début des années 2000, dans la continuité de la politique municipale de fleurissement participatif des immeubles du quartier de l'Albeck, qu'un groupe d'habitants incluant Didier demande à la Ville de Grande-Synthe la mise à disposition d'une serre pour produire ses propres fleurs. La Ville fournit actuellement à l'association une ressource foncière semble-t-il pérenne (incluant serre équipée), une subvention annuelle de fonctionnement (50 %), un contrat d'insertion professionnelle de trois ans, et quelques appuis techniques et matériel (accès aux fournisseurs horticoles internationaux municipaux, terreau, voire travaux). Si 50 % du budget de fonctionnement de l'association est obtenu grâce au volet commercial de la structure, la Ville de Grande-Synthe est un de ses prestataires majoritaires. Il en découle quelques obligations commerciales et événementielles, sans lien avec l'allocation de subventions, et dans un échange bénéfique aux deux parties (le dynamisme de l'association stimulant, selon

Didier, le rayonnement de la commune). Leur relation ne semble selon Didier pas toujours optimale : la mairie médiatise peu l'association, Didier s'est inscrit sur une liste politique opposante à celle du maire actuel et ne s'inquiète pas d'un éventuel changement d'équipe municipale pour la suite de son activité. Didier entretient des liens avec certaines entités municipales (maisons de quartier), peu avec d'autres de même spécialité jardinière. Il travaille également pour d'autres collectivités locales, et en partenariat avec plusieurs associations ou structures sociales du territoire, d'insertion professionnelle notamment.

Eddie bénéficie d'une opportunité foncière, un hectare de terre maraîchère en friche, appartenant à sa famille depuis plusieurs générations pour réaliser son projet : « le fait est que ça tombait bien avec le terrain, et il se trouve sur la commune de Grande-Synthe, donc c'est un heureux concours de circonstance […] vu la dynamique de la commune sur ce sujet ça tombait plutôt pas mal d'envisager un petit projet dans le même sens », explique-t-il. S'il affirme que « dans le Var, c'est plus compliqué, les politiques locales sont plus fermées sur le sujet », cette initiative a connu une adhésion immédiate de la part des acteurs locaux avec soutien technique du service des espaces verts (main-d'œuvre, broyage, matériel). Eddie souhaite en outre obtenir des subventions de la mairie de Grande-Synthe.

Pascal se sent en adéquation avec le dynamisme politique de la commune de Rosendael-Dunkerque. Il intègre rapidement son initiative, créée en 2016 sur autofinancement, dans le tissu associatif, politique et entrepreneurial local. Un terrain est mis à disposition par la municipalité, deux ans après la création de l'association. Le projet est lauréat de la Fondation du Dunkerquois Solidaire (privée), finançant un poste salarié à temps plein pendant trois ans. Le projet de jardin connecté participatif s'implante ainsi à Rosendael « parce qu'il est porté aussi par le maire adjoint de Rosendael dans le cadre de son programme "Passons au vert" ». Pascal cible principalement des structures publiques pour étendre son activité (CUD, Communauté de

Communes des Hauts de Flandres, Centre Communal d'Action Sociale et maisons de quartier de Roubaix).

Quant à Christian, il présente au sein de ce corpus la particularité d'avoir une position explicitement assumée de développer son association « sans » voire « contre » la municipalité (Dunkerque). En 2015, il initie sans autorisation un projet sur une première station-service délabrée dans le centre-ville de Dunkerque, appartenant à la municipalité et avec qui il souhaite néanmoins « créer de beaux partenariats ». Pour autant, si à Grande-Synthe « les valeurs de Damien Carême », qu'il juge dans une démarche sincère, et l'implication des services techniques ont été garantes du bon déroulement du projet de carrés potagers qu'il a développé sur le camp de réfugiés de la Linière, à Dunkerque, pour son association, « ça coince au niveau de la mairie », écrivait Christian dans une pétition lancée en 2015 pour solliciter un soutien habitant. « Sous le prétexte de peur de dégradation ou de "squat", ils balaient d'une main ce projet, leur volonté étant de raser […] toute possibilité de cette nouvelle œuvre "questionnante" dans l'espace public ». La Ville de Dunkerque a partiellement détruit la première initiative, que Christian a relancée en 2019 sur une nouvelle station-service privée à l'abandon, où « la mairie n'a pas de prise » et « sans la mairie parce que de toute façon y'a rien à tirer de ces gens-là ». Un employé de la CUD évoquait pourtant :

> ils sont en phase mais ils ne travaillent pas ensemble […] ils ont très très peur de se faire récupérer, de se faire un peu exploiter… du coup, ils demandent pas de subvention, […] ils veulent pas organiser des visites sur [le site de l'association], c'est un projet vraiment citoyen, artistique, d'un collectif […] les élus là-dedans ils veulent pas casser la dynamique, parce qu'au contraire y'en a plusieurs qui sont extrêmement intéressés.

En avril 2022, la station-service est finalement condamnée, selon Christian, sans avertissement et dans son intégralité par la Ville de Dunkerque.

Pascal et Christian ont pour point commun d'avoir pour ambition d'inciter les politiques publiques dunkerquoises à « agir un peu plus fortement vers l'environnement », explique Pascal

en précisant que les initiatives d'agriculture urbaine dunkerquoises sont bien plus faibles que dans d'autres villes françaises, alors que le contexte écologique est, selon eux, préoccupant et que les diverses initiatives environnementales engagées (bus gratuits par exemple) sont perçues par Christian comme peu sincères voire relevant du *green washing*.

Quelles places pour les populations défavorisées ?

Les porteurs d'initiative ne sont pas originaires d'un milieu populaire[112]. Les projets de Sylvie, Christian, Didier voire Eddie sont néanmoins situés dans (ou à proximité immédiate d'un) quartier défini comme prioritaire. Pour Eddie, Christian, voire Didier, il s'agit principalement d'une coïncidence. La famille d'Eddie possédait ces terres bien avant l'implantation de la Zone Industrialo-Portuaire à la fin des années 1960, l'explosion urbaine et démographique qui en a découlé, ainsi que les vagues de désindustrialisation successives ayant, dès les années 1980, appauvrit les populations locale, jusqu'alors majoritairement ouvrières. Christian développe dans un premier temps son projet sur une station-essence en friche d'un quartier plus aisé proche de certaines aménités urbaines, avant d'en être expulsé et de se rabattre sur cette deuxième station à l'abandon, dont il ne choisit pas spécifiquement la localisation. Quant à Didier, la Ville lui a fourni une serre relativement éloignée de ses locaux techniques, à proximité du quartier en fleurissement participatif ciblé par la Ville puis l'association. Tous les porteurs d'initiative identifient néanmoins les habitants des quartiers où « y'a pas mal de délinquance » (incluant personnes SDF et réfugiés) (Christian), « les populations pauvres » (Sylvie), « les gens qui n'ont pas de ressources » (Didier), « les moins aisés » (Eddie), les autres que « CSP+ […], les gens de Saint Pol sur mer, Petit Synthe ou

112 Christian et Sylvie connaissent des difficultés économiques mais possèdent un ancrage socio-culturel de classe plutôt moyenne, Christian est artiste, alors que Sylvie, tout comme Eddie et Didier, a côtoyé des milieux ouvriers voire paysans plus aisés non paupérisés par la désindustrialisation du territoire ; Pascal, gérant d'une entreprise, semble appartenir à une classe de moyenne à aisée (Rosendael).

Grande Synthe[113] » (Pascal), comme cible principale (Sylvie, voire Didier, Pascal, Eddie) ou secondaire (Christian) de leurs actions.

À l'exception éventuelle de Sylvie voire de Didier, il ne s'agit pourtant pas de leur population d'usage. Cela ne semble pas les affecter, et ils maintiennent cet objectif de population-cible sur le long terme (partenariats, déploiement). Pascal justifie ce décalage par son éloignement géographique (intra-urbain). Pour Didier, il s'agit avant tout de difficultés inhérentes à ces populations qui, selon lui, « passent leur temps dans le fauteuil à regarder la télé […], sont ancrés dans leur monde à rien foutre […] veulent pas s'investir [… dans du bénévolat parce que] "ça paye pas, on va pas travailler pour rien" ». Eddie évoque aussi leur manque d'intérêt pour l'objet, rappelant qu'il s'agira surtout d'un « repère d'écolos ». Les porteurs d'initiative s'inscrivent ainsi souvent dans une certaine continuité de réponse paternaliste aux difficultés sociales du territoire, et ce, via une éducation empreinte de représentations négatives des classes populaires (Pascal, Eddie, Didier). Eddie évoque ces populations comme les plus « déconnectées [de la nature / l'alimentation saine] », incluant également les populations très aisées dans cette catégorie : « on leur donne pas les moyens psychologiques de réfléchir à ce qu'on peut faire de manière différente, la possibilité de faire certains choix », ajoute-t-il. Grâce à l'« éducation populaire », il participerait ainsi à développer un *front de reconnexion* au jardinage et à l'environnement partant des « écolos ». Didier, investi dans la transmission de ses connaissances, souhaite notamment que les usagers de l'association « reprennent le goût à la vraie bouffe », et donne accès à une pratique du jardinage très encadrée. Il souhaite cultiver une serre pour offrir des légumes aux maisons de quartier.

Christian exprime ne pas cibler particulièrement les populations défavorisées dans son objectif de sensibilisation des populations dunkerquoises aux enjeux écologiques et de co-construction du projet : « On ne maîtrise pas ces problèmes », précise-t-il, en se

[113] Communes défavorisées à l'ouest de la CUD et, à l'exception de Grande-Synthe, rattachées à Dunkerque.

réjouissant que des personnes réfugiées et sans-abris viennent lui « donner un petit coup de main ». Il n'émet par ailleurs aucune considération négative au sujet de ces dernières.

Quant à Sylvie, son expérience de mère célibataire au RSA, et d'habitante d'un logement social à l'Albeck, lui a permis de comprendre les problématiques et préjugés auxquels font face les populations défavorisées en termes d'alimentation et de lien à l'agriculture et à l'environnement : manque de moyens pour manger bio, diversifier l'alimentation voire acheter des fruits et légumes, intérêt pour l'alimentation industrielle, temps disponible, décalage langagier et de niveau de vie entre les éducateurs populaires et leur populations-cibles par exemple. Elle sera une des seules, avec Christian, à évoquer le potentiel de classes populaires : « c'est une population pauvre mais ça ne veut pas dire qu'elle ne sait pas faire des choses […] on a besoin du cerveau des gens et de leurs mains » avance-t-elle.

Des militants et/ou des entrepreneurs ?

De nombreux éléments témoignent de l'assise militante de Christian. Il s'agit d'un squat, éphémère, figure emblématique de la contestation libertaire par appropriation habitante de l'espace urbain. Ses motivations sont fortement ancrées dans un « projet de société œuvrant pour un développement durable » : il cherche à sensibiliser politiques publiques locales et habitants à la cause environnementale, notamment dunkerquoise, sociale (immigration) tout en souhaitant générer, dans une approche anti-capitaliste, du lien social (incluant diverses catégories de populations dont des plus défavorisés), une communauté de pratiques, et des « pratiques citoyennes ». Il accorde à l'initiative une très forte valeur symbolique dont le nom de l'association témoigne, et ne développe aucune composante marchande ou promotionnelle. Les membres de l'initiative (il n'y a pas d'adhésion) sont regroupés sous un collectif au nom évocateur d'une lutte (végétale). Christian, sans emploi rémunéré, possède un ancrage associatif, notamment lié à ces questions sociales et environnementales (Association africaine d'agroécologie Pierre Rabhi ;

Collectif de jardinage en camps de réfugiés Grande-Synthe), participe à des évènements associatifs sur le territoire et développe essentiellement des partenariats avec ce milieu (Maison de l'Environnement, Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement) voire publics ou artistiques sans dimension marchande. Ces partenariats ont pour objectif de développer les activités pratiques d'usage du lieu (potager éphémère, sensibilisation). Enfin, le collectif comprend des membres des Incroyables Comestibles et d'Extinction Rebellion. Le premier se définit comme « un mouvement participatif citoyen de bien commun – mondial, autonome, totalement apolitique (au sens partisan du terme) et non marchand – humain, éthique, solidaire […], cherche, à promouvoir l'agriculture urbaine participative […] comme facteur d'unité et de convivialité […] en invitant les citoyens à planter partout là où c'est possible et à mettre les récoltes en partage »[114]. Le second se présente comme « un mouvement international de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le dérèglement climatique ». Dans cette lignée, la dimension militante de l'association, très ancrée dans l'action pratique co-construite avec les membres, semble avérée.

Le jardin est pour Eddie « un acte politique […], une piste de solution concrète à une certaine convergence des luttes ». Il espère par son association participer par une mise en pratique, « sans devoir convaincre et se battre », à un changement de paradigme socio-environnemental « décroissant ». Il mobilise des réseaux techniques agro-forestiers et paysagers à buts non lucratifs, parfois philosophiques et engagés[115] en lien avec les associations et pouvoirs publics grand-synthois. Il considère son initiative, rappelons-le, avant tout comme un « repère écolo », bien que voulant cibler les populations défavorisées. Son action est ancrée dans une forte valeur symbolique / d'usage (notamment familiale), alors qu'une faible dimension marchande est présente (adhésion, ticket d'entrée pour évènements). Malgré cette forte

114 Site des Incroyables Comestibles : le 25/04/2021

115 Gilles Clément et ses « projets de résistance », Canopée Reforestation et son financement du moteur de recherche alternatif Lilo, le Centre régional de ressources génétiques et sa volonté de préserver le patrimoine cultivé.

assise militante, Eddie semble posséder quelques caractéristiques entrepreneuriales. Tout en vivant dans le sud de la France, il a su saisir des opportunités politiques grand-synthoises (directement auprès du maire), développer une activité notamment via son réseau professionnel et familial, et ses compétences techniques. À la suite de cette initiative finalement dormante, il a développé une entreprise dans le Var axant ce même objectif de « convergence de lutte » dans une dimension commerciale. Il justifie le nom de son association par sa volonté d'« ouvrir à d'autres champs des possibles » (philosophiquement mais aussi en participant au développement touristique local par exemple). S'insère-t-il dans les prémisses d'une démarche militante-entrepreneuriale ? Ou l'association lui permet-il de développer une activité pleinement exempte de toute considération entrepreneuriale, déjà concentrée sur, et en compensation de, son emploi ?

Comme cela a été évoqué précédemment, le riche parcours professionnel de Sylvie lui confère de nombreuses compétences (management, commerce, gestion, comptabilité, communication, relation client, adaptabilité, dynamisme). Son parcours a été ensuite empreint de fréquentation et d'investissement associatifs. C'est l'ensemble qui lui permettra de suivre ses ambitions pour développer son association en saisissant au plus près, avec peu de moyens mais en « tapant aux bonnes portes » (notamment directement celle du maire de Grande-Synthe, Damien Carême), les opportunités offertes par la Ville de Grande-Synthe et le tissu associatif local. Sylvie « milite pour rendre l'alimentation accessible à tous », essentiellement par le biais d'une pratique sans valeur matérielle ou commerciale, et d'une communication (affiche, Facebook, interview). Elle constitue un bureau associatif aux compétences variées, et bénéficie d'un réseau associatif (social, jardinage, environnement), public, privé (récupération). L'association lui a permis de relancer sa carrière professionnelle auprès d'un acteur partiellement public œuvrant pour la « transition écologique et sociale régionale [par le biais de] projets d'activité agrorurales » (établissement partiellement public membre du Réseau Cocagne). Au sein de ce dernier, elle profite

de certaines occasions pour étendre son réseau auprès d'acteurs influents. Son « besoin de *challenge* » la pousse à solliciter une évolution professionnelle dans sa structure actuelle et à développer l'association dans une dimension marchande et via la création d'un emploi (public ; le sien). Cette dernière semble être aussi pour Sylvie une soupape de sécurité personnelle. Sylvie apparaît ainsi comme une figure du militant-entrepreneur.

En serait-il de même pour Didier ? Président, principal bénévole et gérant de son association (accueil adhérent, gestion de stock, financement, projets, comptabilité, partenariats), en parallèle de son emploi dans l'industrie. « À Arcelor, je bosse, c'est du bénévolat ici » affirme-t-il, alors que l'association possède une dimension marchande, notamment développée pour le paysagisme-art floral, en partenariat avec les services de la mairie. L'association reste à but non lucratif : les prix sont faibles et accessibles aux populations défavorisées, les recettes visent à compenser les frais de fonctionnement non couverts par les subventions municipales. Didier précise néanmoins, alors qu'il s'approvisionne via la Ville auprès de fournisseurs horticoles internationaux : « On est agréés maintenant [...] l'association, pour eux, c'est une entreprise maintenant ». Il travaille essentiellement avec des associations d'aide sociale, et si sa dimension militante est peu ancrée dans son discours, elle semble en revanche l'être relativement en pratique (social, environnement). Ses ambitions restent empreintes d'une importante valeur symbolique, alors que ses revenus proviennent d'un emploi hors association.

Le nom et le logo de l'association de Pascal évoquent son assise productive voire « innovante ». L'association a *in fine* une dimension marchande : ateliers aux prix du marché, objectif de développement de circuit court alimentaire impliquant une marque, démarchage commercial de divers prototypes de jardin auprès de collectivités de la région, dont un, breveté, au nom anglophone. Le bureau associatif est composé de personnes d'affiliation professionnelle sociale médico-éducative, et liées au développement entrepreneurial. Gérant d'entreprise lui-même,

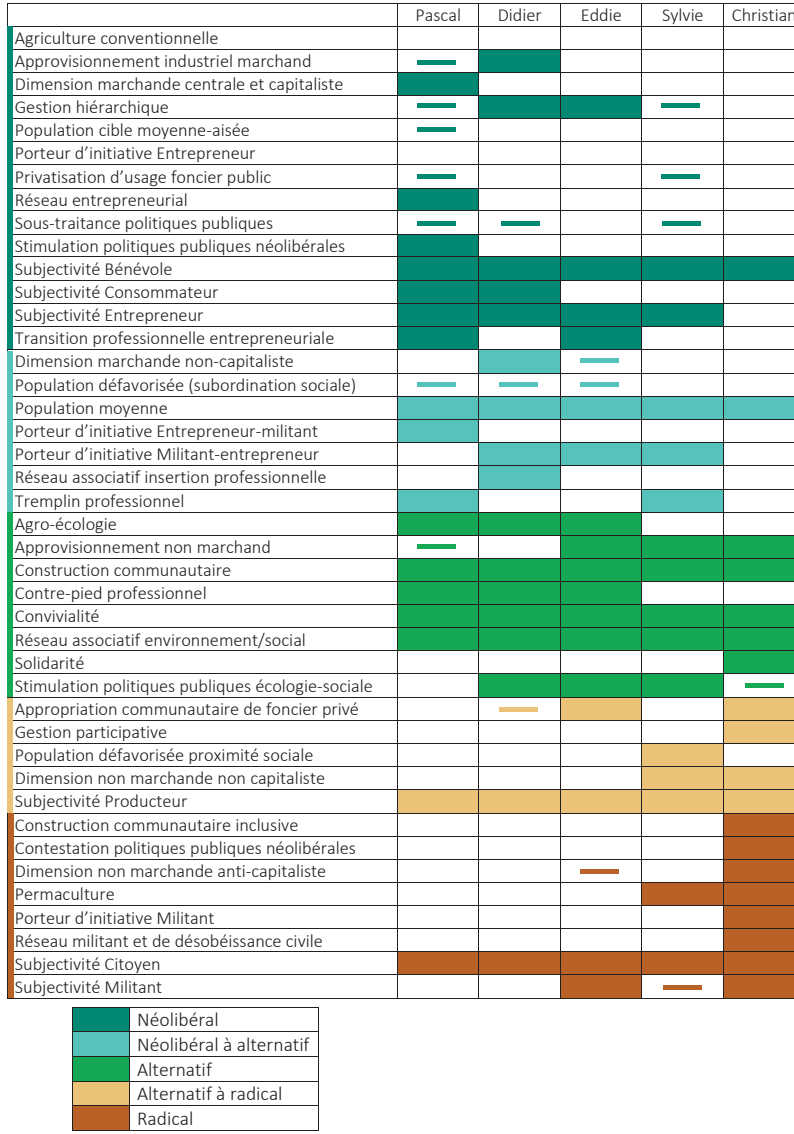
et très attaché au territoire, Pascal fait des « enjeux du développement durable » sa priorité. Il souhaite particulièrement développer l'emploi local dont il étend, par son association, le champ d'action, en lien avec son investissement de longue date dans des associations d'insertion sociale et d'entrepreneurs locales (présidence). Ses compétences professionnelles informatiques et son réseau local dynamisent le projet et assurent une communication efficace : il organise de nombreux ateliers, cultive de nombreux partenariats (associations, Learning center, politiques publiques, structures privées), a déjà un salarié pour trois ans et développe une approche participative (Fab'Lab). Les membres, bénévoles, possèdent un emploi ; le statut associatif semble leur permettre de développer au prix d'un investissement avant tout temporel, un projet aux tournures entrepreneuriales.

Des initiatives radicales, alternatives ou néolibérales ?

Les cinq initiatives étudiées attestent ainsi d'affiliations multiples et souvent hybrides aux composantes néolibérales, alternatives et radicales identifiées (voir le tableau).

Tableau

Tendances néolibérales, alternatives, radicales des initiatives étudiées



Conclusion

S'insérant dans la myriade des travaux sur l'agriculture urbaine ciblant ses composantes néolibérales, alternatives et radicales et plus précisément les jardins partagés d'Europe et d'Amérique du Nord, l'ambition de ce travail est avant tout empirique. Il précise la place mineure mais croissante que trouve l'agriculture urbaine marchande et jardinière auprès des politiques publiques et habitants des villes centrales de la Communauté Urbaine de Dunkerque. Damien Carême (mairie de Grande-Synthe de 2001 à 2019 et vice-président de la CUD de 2015 à 2019), les maisons de quartiers, les associations environnementales et certains habitants indépendants semblent avoir grandement contribué à son expansion. Parmi les formes d'agriculture urbaine existantes, celles ciblant l'aide sociale sont relativement présentes, et historiquement ancrées, dans le territoire (établissement d'insertion, jardin ouvrier et familiaux, jardins partagés et populaires). Leurs considérations environnementales sont prégnantes, et leurs motivations économiques restent, à ce stade, minimales.

Deux tendances se dessinent néanmoins au sujet des jardins collectifs à initiative habitante. D'un côté, leur valeur d'usage reste supérieure à leur valeur d'échange, et leur dimension militante sur les plans social, environnemental voire économique est marquée ; l'ensemble témoigne de leur potentiel alternatif voire radical. La diversité d'appartenance socio-professionnelle des porteurs d'initiative témoigne d'une importante imprégnation sociale de ce paradigme. D'un autre côté, une forte porosité entre militantisme et entrepreneuriat, subjectivités alternatives ou néolibérales, s'observe chez les porteurs d'initiative ; les catégories d'entrepreneur-militant et de militant-entrepreneur prennent sens pour trois des cinq initiatives étudiées. Nous éclairons de fait une tendance à la néolibéralisation de l'agriculture urbaine jardinière sous initiative habitante à Dunkerque, ville pourtant faiblement marquée par le néolibéralisme. De plus, si les porteurs d'initiatives témoignent d'une importante capacité à saisir les opportunités offertes par le contexte de proximité et au-delà, aucun d'eux n'est d'affiliation sociale défavorisée. Ces populations,

dans les franges les plus pauvres, sont néanmoins cibles des initiatives étudiées dans une dimension souvent normative. La présence d'un rapport inégalitaire à l'agriculture urbaine (jardinière) marquée d'une certaine forme de domination témoignant de prémisses d'injustice sociale est à étayer.

Ainsi, alors que Marion Ernwein (2017) démontre, à partir de l'étude d'acteurs municipaux de Vernier (Suisse), l'existence chez un seul et même acteur de contradictions radicales et néolibérales de l'agriculture urbaine, appelant ainsi au dépassement du clivage entre habitant-alternatif et politiques publiques-néolibérales[116], nous validons et complétons son propos en affirmant que 1) la motivation d'habitants porteurs d'une initiative d'agriculture urbaine jardinière (à Dunkerque) est elle-même très souvent hybride et, de façon souvent non consciente, contradictoire, 2) que les politiques publiques dunkerquoises mais surtout grand-synthoises s'inscrivent aussi dans la construction de subjectivités contrastées.

Nous mettons en lumière plusieurs facteurs locaux (à résonnance globale) d'émergence et d'orientation des initiatives étudiées. Les porteurs d'initiative habitante œuvrent premièrement dans un parallélisme empreint de nombreuses porosités avec les pouvoirs locaux. Si ces derniers, puissants sur le territoire, ont été identifiés comme centraux dans la concrétisation et l'orientation des initiatives étudiées (foncier, financement), les initiatives (même à composantes majoritairement alternatives) tantôt se fondent dans le sillage politique municipal (Grande-Synthe), tantôt cherchent à stimuler les considérations environnementales et sociales des politiques publiques en pointant leurs défaillances (Dunkerque). Si quatre des cinq initiatives étudiées vivotent ou se sont éteintes, cette forte dépendance municipale repose la question de leur persistance et de leur pérennisation. Ensuite, l'industrie, et les crises qu'elle incarne, semble déterminante de par les opportunités qu'elle offre (friches urbaines, moyens importants des pouvoirs locaux) et les contre-pieds compensatoires

116 Marion Ernwein, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *op. cit.*

contrastés qu'elle semble stimuler (environnement, qualité de vie, aide sociale dans une composante alternative ; opportunité économique dans une vision plus néolibérale). Couplées à la mise en lumière de transition ou bifurcation des porteurs d'initiative attestant d'un important ancrage dunkerquois, l'ensemble incite à la considération du territoire dunkerquois tant comme un territoire refuge qu'un territoire cristallisant crises et vulnérabilités ; offrant des perspectives de développement contrastées.

Note aux informateurs

Cet article n'a pas de valeur morale envers vos initiatives : il souhaite éclairer tant le contexte qui a permis l'émergence de leurs diverses formes que les dynamiques d'agriculture urbaine et les processus de néolibéralisation en œuvre à Dunkerque.

Bibliographie

Alkon, Alison Hope et Teresa Marie Mares, « Food Sovereignty in US Food Movements: Radical Visions and Neo-Liberal Constraints », *Agriculture and Human Values*, vol. 29, nº 3, 2012, p. 347-359.

Attarça, Mourad et Maryvonne Lassalle de Salins, « Quand l'entrepreneur devient entrepreneur politique », *Revue française de gestion*, nº 232, 2013, p. 25-44.

Bacqué, Marie-Hélène et Carole Biewener, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La découverte, 2015.

Barron, Jennifer, « Community Gardening: Cultivating Subjectivities, Space, and Justice », *Local Environment*, vol. 22, nº 9, 2016, p. 1142-1158.

Baudry, Sandrine, « Les *community gardens* de New York City : de la désobéissance civile au développement durable », *Revue française d'études américaines*, nº 129, 2011, p. 73-86.

Béal, Vincent, Sylvie Fol et Max Rousseau, « De quoi le "smart shrinkage" est-il le nom ? Les ambiguïtés des politiques de décroissance planifiée dans les villes américaines », *Géographie, économie, société,* vol. 18, nº 2, 2016, p. 211-234.

Berry-Chikhaoui, Isabelle et Valérie Lavaud-Letilleul, « Les politiques publiques contre le territoire. La zone industrialo-portuaire de Fos au croisement de la géographie sociale et radicale », dans Philippe Bonnal *et al.* (dir.), *Action publique, dynamiques sociales et pauvreté : la territorialisation en débats*, Montpellier, Presses universitaires de La Méditerranée, coll. « Territoires en mutation », 2019, p. 241-250.

Beveridge, William Henry, *Le rapport Beveridge. Le texte fondateur de l'État providence*, Paris, Perrin, 2012.

Bidart, Claire, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, nº 120, 2006, p. 29-57.

Blanc, Nathalie et Flaminia Paddeu, « L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit », *EspacesTemps.net*, 2018, https://www.espacestemps.net/articles/lenvironnementalisme-ordinaire-transformer-lespace-public-metropolitain-a-bas-bruit/.

Blomley, Nicholas, « Un-Real Estate: Proprietary Space and Public Gardening », *Antipode*, 2004, vol. 36, nº 4, 2004, p. 614-641.

Bookchin, Murray et Bernard Weigel, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, traduit de l'anglais par Bernard Weigel, Lyon, Atelier de création libertaire, 2012.

Bottollier-Depois, François et Aurélie Landon, « Les projets alimentaires économiques à impact social se positionnent comme de nouvelles formes d'organisations hybrides, entre le mouvement social et l'entreprise », *Cahier d'explorations - Entreprises militantes de l'agroalimentaire : quels modèles ?,* 2015, p. 24-25.

Boutillier, Sophie, « Comment l'entrepreneur peut-il ne pas être social ? », *Marché et organisations*, nº 11, 2010, p. 107-125.

Brenner, Neil, Jamie Peck et Nik Theodore, « Variegated Neoliberalism: Geographies, Modalities, Pathways », *Global Networks*, vol. 10, nº 2, 2010, p. 182–222.

Brown, Wendy, *Défaire le dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris, Éditions Amsterdam, 2018.

Bunge, William W., *Fitzgerald: Geography of a Revolution*, Cambridge (MA), Schenkman Publishing, 1971

Castells, Manuel, João Caraça, et Gustavo Cardoso, *Aftermath: The Cultures of the Economic Crisis*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

Castells, Manuel et Francis Godard, *Monopolville. Analyse des rapports entre l'entreprise, l'état et l'urbain à partir d'une enquête sur la croissance industrielle et urbaine de la région de Dunkerque,* Paris, Mouton, 1981.

Cauchi-Duval, Nicolas, Vincent Béal et Max Rousseau, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espace, populations, sociétés*, 2016, https://doi.org/10.4000/eps.6112.

Chauveau, Jean-Pierre, « Le "modèle participatif" de développement rural estil "alternatif" ? Éléments pour une anthropologie de la culture des "développeurs" », *Bulletin de l'APAD*, nº 3, 1992, https://doi.org/10.4000/apad.380.

Chouraqui, Julie, « Décroissance urbaine et dynamiques socio-spatiales : quelles relations ? Exemple du cas dunkerquois », mémoire de deuxième année de master, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, 2017.

Communauté urbaine de Dunkerque, *Plan Local d'Urbanisme*, *Rapport de présentation, Diagnostic*, 2012.

Communauté Urbaine de Dunkerque, *États généraux de l'emploi local. Mobilisation générale !*, Dunkerque, Grand Littoral, Communauté Urbaine, 2017 [2015].

Cortes, Geneviève et Laurent Faret, « Introduction : la circulation migratoire dans "l'ordre des mobilités" », dans Geneviève Cortes et Laurent Faret (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2009, https://hal-univ-paris.archives-ouvertes.fr/hal-01695093.

Crouch, Patrick, « Evolution or Gentrification: Do Urban Farms Lead to Higher Rents? », *Grist*, 2012, https://grist.org/food/evolution-or-gentrification-do-urban-farms-lead-to-higher-rents/.

Crush, Jonathan, Alice Hovorka et Daniel Tevera, « Food Security in Southern African Cities: The Place of Urban Agriculture », *Progress in Development Studies*, vol.11, nº 4, 2011, p. 285-305.

Demailly, Kaduna-Ève et Ségolène Darly, « Urban Agriculture on the Move in Paris: The Routes of Temporary Gardening in the Neoliberal City », *ACME. An International Journal for Critical Geographies*, vol. 16, nº 2, 2017, p. 332-361.

Dooling, Sarah, « Ecological Gentrification: A Research Agenda Exploring Justice in the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, nº 3, p. 621-639.

Duchemin, Éric, Fabien Wegmuller et Anne-Marie Legault, « Urban Agriculture: Multi-Dimensional Tools for Social Development in Poor Neibourghoods », *FACTS Reports*. vol. 1, 2008, p. 1-8.

Eizenberg, Efrat, « Actually Existing Commons: Three Moments of Space of Community Gardens in New York City », *Antipode,* vol. 44, nº 3, 2012, p. 764-782.

Eizenberg, Efrat et Tovi Fenster, « Reframing Urban Controlled Spaces: Community Gardens in Jerusalem and Tel Aviv-Jaffa », *ACME. An International Journal for Critical Geographies,* vol. 14., nº 4, 2015, p. 1132-1160.

Ernwein, Marion, « Jardiner la ville néolibérale : la fabrique urbaine de la nature », thèse de doctorat, Université de Genève, 2015.

Ernwein, Marion, « Urban Agriculture and the Neoliberalization of What? », *ACME. An International Journal for Critical Geographies*, vol. 16, nº 2, 2017, p. 249-275.

Filion Louis Jacques, « Le champ de l'entrepreneuriat : historique, évolution, tendances », *Revue internationale PME*, vol. 10, nº 2, 1997, p. 129-172.

Fillieule, Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, nº 1, 2001, p. 199-215.

Fillieule, Olivier et Bernard Pudal, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », dans Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier et Olivier Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines,* Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2010, p. 163-184.

Firth, Chris, Damian Maye et David Pearson. « Developing “Community” in Community Gardens », *Local Environment*, vol. 16, nº 6, 2011, p. 555-568.

Gendron, Corinne et Marie-France Turcotte, « Mouvements sociaux économiques et gouvernance : une nouvelle structuration du marché ? », *Les cahiers de la Chaire*, coll. « Recherche », nº 14, 2006, chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/viewer.html?pdfurl=http%3A%2F%2Fwww.crsdd.uqam.ca%2FPages%2Fdocs%2FpdfCahiersRecherche%2F2006%2F14-2006.pdf&clen=284495&chunk=true.

Ghose, Rina et Margaret Pettygrove, « Urban Community Gardens as Spaces of Citizenship », *Antipode*, vol. 46, nº 4, 2014, p. 1092-1112.

Glaser, Barney et Anselm Strauss, *Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine, 1967.

Guthman, Julie, « Neoliberalism and the Making of Food Politics in California », *Geoforum*, vol. 39, nº 3, 2008, p. 1171–1183.

Hackworth, Jason, « The Neoliberal City: Governance, Ideology, and Development in American Urbanism », *Economic Geography*, vol. 84, nº 1, 2008, p. 121-122.

Hardy-Hémery, Odette, « Les cités-jardins de la Compagnie du chemin de fer du Nord : un habitat ouvrier aux marges de la ville », *Revue du Nord*, nº 374, 2008, p. 131-151.

Harvey, David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Harvey, David, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », vol. 71, nº 1, 1989, p. 3-17.

Harvey, David, *The Urbanization of Capital*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1985.

Hassanein, Neva, « Practicing Food Democracy: A Pragmatic Politics of Transformation », *Journal of Rural Studies*, vol. 19, nº 1, p. 77-86.

Heynen, Nikolas, « The Scalar Production of Injustice Within the Urban Forest », *Antipode*, vol. 35, nº 3, 2003, p. 980-998.

Holt-Giménez, Éric et Yi Wang, « Reform or Transformation? The Pivotal Role of Food Justice in the US Food Movement », *Race/Ethnicity. Multidisciplinary Global Contexts*, vol. 5, nº 1, 2011, p. 83-102.

Hughes, Everett C., « Carrières, cycles et tournants de l’existence », dans Everett C. Hughes, *Le regard sociologique. Essais choisis. Textes rassemblés et présentés par Jean-Michel Chapoulie*, Paris, Editions de l’EHESS, 1996 [1950], p. 165-173.

Lahmini Naji, « La démolition du logement social. L'expérience de Grande-Synthe », *Les Annales de la recherche urbaine*, nº 97, 2004, p. 43-50, https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2004_num_97_1_2576.

Laperche, Blandine, Maria Lorek et Dimitri Uzunidis, « Crise et reconversion des milieux industrialo-portuaires : dépendance de sentier ou renouveau économique ? Les exemples de Dunkerque (France) et de Gdansk (Pologne) », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2011, p. 341-368.

Wendy Larner, « Neo-Liberalism: Policy, Ideology, Governmentality », *Studies in Political Economy*, vol. 63, nº 1, 2000, p. 5-25.

Lavaud-Letilleul, Valérie, « Mutations récentes et aménagement dans les villes-ports de la Mer du Nord : vers une recomposition de la ville-port sur son territoire et dans ses réseaux : les exemples de Dunkerque, Anvers et Rotterdam », thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2002.

Lawson, Laura J., *City Bountiful. A Century of Community Gardening in America*, Oakland, University of California Press, 2005.

Le Velly Ronan, *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*, Paris, Presses des Mines, coll. « Sciences sociales », 2017.

Lefebvre, Henri, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, vol. 6, 1967 p. 29-35.

Levkoe, Charles Z., « Learning Democracy through Food Justice Movements », *Agriculture and Human Values*, vol. 23, nº 1, 2006, p. 89-98.

Malézieux, Jacques, *Les centres sidérurgiques des rivages de la mer du Nord et leur influence sur l'organisation de l'espace. Brême - Ijmuiden - Gand - Dunkerque*, Paris, Éditions de la Sorbonne, coll. « Géographie », 1981.

Mares, Teresa M. et Devon G. Peña, « Urban Agriculture in the Making of Insurgent Spaces in Los Angeles and Seattle », dans Jeffrey Hou (dir.), *Insurgent Public Space. Guerrilla Urbanism and the Remaking of Contemporary Cities*, New York, Routledge, 2010, p. 241-254.

Mayeur, Jean-Marie*, Un prêtre démocrate. L'abbé Lemire (1853-1928)*, Paris, Casterman, 1968.

McClintock, Nathan, « Radical, Reformist, and Garden-Variety Neoliberal: Coming to Terms with Urban Agriculture's Contradictions », *Local Environment*, vol. 19, nº 2, 2014, p. 147-171.

Meenar, Mahbubur et Brandon Hoover, « Community Food Security via Urban Agriculture: Understanding People, Place, Economy, and

Accessibility from a Food Justice Perspective ». *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, vol. 3, nº 1, p. 143-160.

Mestdagh, Léa, *Jardiner entre soi*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2017.

Miot Yoan, « Hors des métropoles, point de salut ? – Le développement économique dans la Communauté Urbaine de Dunkerque », à paraître.

Mitchell, Don, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, Guilford Press, 2003.

Morange, Marianne et Sylvie Fol, « Ville, néolibéralisation et justice », *Justice spatiale / Spatial justice*, nº 6, 2014, https://www.jssj.org/article/neoliberalisation-ville-et-justice-spatiale/.

Muramatsu, Kenjiro, « Usage de l'agriculture dans le social. Dispositifs, pratiques et formes d'engagement », thèse de doctorat, Université de Liège, 2012.

Nail, Sylvie, « Réflexion globale, mobilisation locale : l'agriculture urbaine face aux crises contemporaines en Europe et dans les Amériques », *Revue internationale d'études en langues modernes appliquées*, vol. 11, n° spécial, 2018, p. 143 54.

Paddeu, Flaminia « Agriculture urbaine », dans Matthieu Adam et Émiline Comby (dir.), *Le capital dans la cité. Une encyclopédie critique de la ville*, Paris, Éditions Amsterdam, 2020, p. 39-52.

Paddeu, Flaminia, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 12, nº 2, 2012.

Paturel, Robert, « Grandeurs et servitudes de l'entrepreneuriat... », *Revue internationale de psychosociologie*, vol. 13, 2007, p. 27-43.

Perkins, Harold A., « Green Spaces of Self-Interest within Shared Urban Governance », *Geography Compass*, vol. 4, nº 3, 2010, p. 255-268.

Perkins, Harold A, « Out from the (Green) Shadow? Neoliberal Hegemony through the Market Logic of Shared Urban Environmental Governance », *Political Geography*, vol. 28, nº 7, p. 395-405.

Pezrès, Emmanuel, « La permaculture au sein de l'agriculture urbaine : du jardin au projet de société », *VertigO. La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 10, nº 2, 2010.

Pickerill, Jenny et Paul Chatterton, « Notes Towards Autonomous Geographies: Creation, Resistance and Self-Management as Survival Tactics », *Progress in Human Geography*, vol. 30, nº 6, 2006, p. 730-746.

Pinson, Gilles, *La ville néolibérale*, Paris, Presses universitaires de France, 2020.

Poulot, Monique, « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelle agriculture, nouveaux métiers ? », *Espaces et sociétés*, nº 3, 2014, p.13-30.

Pudup, Mary Beth, « It Takes a Garden: Cultivating Citizen-Subjects in Organized Garden Projects », *Geoforum*, vol. 39, nº 3, 2008, p. 1228-1240.

Purcell, Mark et Shannon K. Tyman, « It Takes a Garden: Cultivating Food as a Right to the City », *Local Environment,* vol. 20, n° 10, 2015, p. 1132-1147.

Quilligan, James B.,« Warum wir Commons von öffentlichen Gütern unterscheiden müssen », dans Helfrich, Silke et Heinrich-Böll-Stiftung (dir.), *Commons. Für eine neue Politik jenseits von Masrkt und Staat*, Bielefeld, Transcipt, 2012, p. 99-106.

Ratouis, Olivier, « "Je t'aime, moi non plus ?" Expertise, recherche et production urbaine à Dunkerque », *Annales de la recherche urbaine*, coll. « Recherche et expertise », nº 104, 2008, p. 76-83.

Renard, Vincent, « La ville saisie par la finance », *Le débat*, nº 148, 2008, p. 106-117.

Reynolds, Kristin et Ségolène Darly, « Commercial Urban Agriculture in the Global City: Perspectives from New York City and Métropole du Grand Paris », 2018, https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01972363.

Robineau, Ophélie, Julia Tichit et Thomas Maillard, « S'intégrer pour se pérenniser : pratiques d'agriculteurs urbains dans trois villes du Sud », *Espaces et sociétés*, nº 3, 2014, p. 83-100.

Rosol, Marit, « Community Volunteering as Neoliberal Strategy? Green Space Production in Berlin », *Antipode*, vol. 44, nº 1, 2012, p. 239-257.

Rosol, Marit et Paul Schweizer, « Ortoloco Zurich: Urban Agriculture as an Economy of Solidarity », *City*, vol. 16, nº 6, 2012, p. 713-724.

Sawicki, Frédéric et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009, p. 97-125, https://journals.openedition.org/sdt/16032.

Schilling, Joseph et Jonathan Logan, « Greening the Rust Belt: A Green Infrastructure Model for Right Sizing America's Shrinking Cities », *Journal of the American Planning Association*, vol. 74, nº 4, 2008, p. 451-466.

Schmelzkopf, Karen, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, nº 3, 1995, p. 364-381.

Schwartz, Olivier, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 2011, https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html.

Shillington, Laura J., « Right to Food, Right to the City: Household Urban Agriculture, and Socionatural Metabolism in Managua, Nicaragua », *Geoforum*, vol. 44, nº 1, 2013, p. 103-111.

Staeheli, Lynn A., Don Mitchell et Kristina Gibson, « Conflicting Rights to the City in New York's Community Gardens », *GeoJournal*, vol. 58, nºs 2-3, 2002, p. 197-205.

Strauss, Anselm, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Parus, Métailié, 1992 [1959].

Théret, Bruno, « Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 : identité et différences, pratiques et doctrines », *Revue française de science politique*, vol. 41, nº 3, 1991, p. 342-381.

Tornaghi, Chiara, « Critical Geography of Urban Agriculture », *Progress in Human Geography*, vol. 38, nº 4, 2014, p. 551-567.

Tortorello, Michael, « Urban Gardens Grow Everything Except Gardeners », *The New York Times*, 31 octobre 2012, https://www.nytimes.com/2012/11/01/garden/urban-gardens-grow-everything-except-gardeners.html.

Travaline, Katharine et Christian Hunold, « Urban Agriculture and Ecological Citizenship in Philadelphia », *Local Environment*, vol. 15, nº 6, 2010, p. 581–590.

Tsing, Anna Lowenhaupt, *Le champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vie dans les ruines du capitalisme*, Paris, Les Empêcheurs de penser rond et La Découverte, 2017.

Verstraete, Thierry et Alain Fayolle, « Paradigmes et entrepreneuriat », *Revue de l'entrepreneuriat*, vol. 4, nº 1, 2005, p.33-52.

Voicu, Ioan et Vicki Been, « The Effect of Community Gardens on Neighboring Property Values », *Real Estate Economics*, vol. 36, nº 2, 2008, p.241-283.

Wacquant, Loïc, « The "Scholarly Myths" of the New Law and Order Doxa », *Socialist Register*, vol. 42, 2006, p. 93-115.

White, Monica M., « Sisters of the Soil: Urban Gardening as Resistance in Detroit », *Race/Ethnicity: Multidisciplinary Global Contexts*, vol. 5, nº 1, 2011, p. 13-28.

William Bunge (1971) *Fitzgerald: Geography of a revolution. Progress in Human Geography,* vol.8, University of Georgia Press, 2011.

Wolch, Jennifer R., *The Shadow State: Government and Voluntary Sector in Transition*, New York, Foundation Center, 1990.

Wolff, Manuel *et al.,* « Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo. Ruevue européenne de géographie*, 2013, https://doi.org/10.4000/cybergeo.26136.